

COLLECTION

BANQUE NATIONALE DE PARIS
ETUDES FINANCIERES



104 AH 005

BANQUE NATIONALE DE PARIS
RAPPORTS ET BILANS ANNUELS / EXERCICE 1970



BANQUE NATIONALE DE PARIS
BILANS ANNUELS / EXERCICE 1970



BANQUE NATIONALE DE PARIS
RAPPORTS ANNUELS / EXERCICE 1970



BANQUE NATIONALE DE PARIS
RAPPORTS ANNUELS / EXERCICE 1970

SITUATION CONSOLIDÉE DU GROUPE B.N.P.

Liste des Filiales Retenues
pour l'Établissement de
la Situation Consolidée au 31 Décembre 1970

- B.N.C.I. «AFRIQUE» et ses filiales:
BANQUE MAROCAINE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE
(B.M.C.I.)
UNION BANCAIRE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE
(U.B.C.I.)
BANCO FIDUCIARIO DE PANAMA S.A.
- B.N.C.I. «OCÉAN INDIEN»
- BRITISH AND FRENCH BANK LTD-LONDRES
et sa filiale: UNITED BANK FOR AFRICA-LAGOS (U.B.A.)
- BANQUE POUR LE COMMERCE INTERNATIONAL-BALE (B.P.C.I.)
- BANQUE DE LA GUYANE-CAYENNE
- BANQUE POUR L'EXPANSION INDUSTRIELLE (BANEXI)
- SOCIÉTÉ FINANCIÈRE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE
MONTRÉAL (S.F.C.I.)
- SOCIÉTÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL DU
COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE (INTERCOMI)

Afin de donner une idée plus exacte du groupe B.N.P. il a été établi une situation consolidée pour l'exercice clôturé en 1970 de la B.N.P. et des filiales dont elle possède le contrôle. La liste de ces filiales figure au recto.

Au 31 Décembre 1970	Situation consolidée	Bilan B.N.P.
Actif	Francs	Francs
Caisse, Instituts d'émission, Trésor Public, Comptes courants postaux	2 980 111 183	2 881 337 575,14
Banques et Entreprises non bancaires admises au marché monétaire :		
— comptes à vue	1 830 560 288	1 037 001 527,86
— comptes et prêts à échéance	9 197 764 479	8 723 878 346,23
Bons du Trésor et valeurs reçues en pension ou achetées ferme	5 342 337 310	4 422 665 447,32
Crédits à la clientèle - Portefeuille :		
— crédits à court terme	17 962 915 362	16 982 679 219,13
— crédits à moyen terme	7 693 842 632	7 555 274 801,08
— crédits à long terme	2 513 301 414	2 487 879 075,41
Crédits à la clientèle - Comptes débiteurs	7 467 622 296	6 048 247 052,53
Comptes de régularisation et divers	2 401 917 062	2 335 724 156,72
Débiteurs divers	149 569 652	104 848 650,97
Débiteurs par acceptations	1 964 431 481	1 867 019 590,24
Comptes d'opérations sur titres	406 435 444	406 138 619,21
Titres de placement	166 036 469	100 119 969,06
Titres de filiales et participations	259 684 417	185 657 196,24
Immobilisations	305 732 664	255 336 311,73
	<u>60 642 262 153</u>	<u>55 393 807 538,87</u>

	Situation consolidée	Bilan B.N.P.
Passif	Francs	Francs
Instituts d'émission, Banques et Entreprises non bancaires admises au marché monétaire :		
— comptes à vue	4 045 748 794	3 896 477 077,81
— comptes et emprunts à échéance	9 153 391 088	8 271 896 278,09
Comptes d'entreprises et divers :		
— comptes à vue	12 642 090 564	11 344 524 830,37
— comptes à échéances	4 138 823 024	3 335 048 612,52
Comptes de particuliers :		
— comptes à vue	8 348 436 723	7 844 237 684,92
— comptes à échéance	2 017 222 583	1 564 499 256,05
— comptes d'épargne à régime spécial	6 228 196 774	5 905 169 150,07
Bons de caisse	5 711 467 238	5 576 447 841,46
Comptes de régularisation, provisions et divers	4 192 075 944	3 893 441 146,52
Créditeurs divers	822 258 133	731 998 758,69
Acceptations à payer	1 964 431 481	1 867 019 590,24
Comptes d'opérations sur titres	382 229 000	381 221 453,66
Réserves	483 397 217	360 093 770,08
Capital	380 278 958	325 000 000,00
Report à nouveau	21 566 436	4 009 369,71
Résultats	110 648 196	92 722 718,68
	<u>60 642 262 153</u>	<u>55 393 807 538,87</u>

Hors Bilan

Valeurs données en pension ou vendues ferme ...	12 472 196 000	12 325 511 000,00
Cautions et avals pour le compte de la clientèle .	8 092 894 000	7 246 899 000,00
Ouvertures de crédits confirmés	2 122 568 000	1 614 807 000,00
Autres engagements	2 627 403 252	2 574 079 000,00

BANQUE NATIONALE DE PARIS
RAPPORTS ANNUELS / EXERCICE 1970

CONSEIL D'ADMINISTRATION

1970

Président

Henry BIZOT

Administrateur Directeur Général

Pierre LEDOUX

Administrateurs

Henri GILET Président d'honneur

Pierre CALVET Vice Président d'honneur

Jean ALIDIÈRES

Pierre CELIER

Jean KLEIN

Georges LANDAIS

Jean MOUCHEL

Georges POMPEY

Philippe THOMAS

Charles VEVERKA

Censeur

Henri GUITARD

Commissaires aux Comptes

Paul Carlos MULQUIN

Louis VIALA

DIRECTION GÉNÉRALE

Administrateur Directeur Général

Pierre LEDOUX

Directeurs Généraux Adjoints

Gaston DÉFOSSÉ

Jean DROMER

Gérard LLEWELLYN

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A LA COMMISSION DE CONTROLE DES BANQUES EXERCICE 1970

Messieurs,

En 1970 l'inflation a gagné du terrain. Les Gouvernements n'ont pu éviter, en raison des problèmes politiques qu'ils avaient à résoudre, de tempérer la rigueur des mesures financières qu'ils avaient mises en œuvre. Les hausses de salaires se sont généralisées. Les pouvoirs publics ont éprouvé des difficultés à faire concorder la recherche d'un certain équilibre du budget avec une poussée générale des prix. Les relations financières internationales ont été affectées par les variations profondes des taux d'intérêt. A la hausse, jusqu'alors considérée comme un élément de défense contre l'inflation, a succédé une baisse destinée à faciliter une reprise économique. Les divers pays ont réagi différemment devant une telle évolution dont tous ont ressenti les effets. L'année se termine dans une atmosphère plus favorable mais qui n'a pas dissipé sur le plan financier une profonde incertitude.

Aux Etats-Unis, l'année a été marquée par bien des contradictions. Elle a débuté avec une conjoncture défavorable, une baisse de la Bourse, une diminution marquée de la production et l'aggravation du chômage. Le Gouvernement, qui avait amorcé une politique budgétaire rigoureuse, a voulu à tout prix conjurer la crise. Des hausses de salaires massives ont mis fin aux grèves. Les prix ont monté. Les restrictions monétaires ont été assouplies. Les taux à court terme ont été abaissés et l'année s'est terminée dans une ambiance meilleure, après un relèvement spectaculaire du marché financier. Mais les effets d'une inflation insuffisamment maîtrisée, s'ils restent sans doute faibles sur la valeur internationale du dollar, ont sur l'équilibre fondamental de la balance des paiements des conséquences qui ne pourront que s'accroître à l'avenir. L'adoption de rémunérations de plus en plus élevées et souvent indexées, la réduction des marges de profits des entreprises, les déficits budgétaires empêchent de prévoir quelle politique ce grand pays peut être conduit à adopter et quelles en seront les conséquences internationales.

Le monde entier subit le contrecoup de cette situation. Les banques américaines ont été moins avides de capitaux et le marché des eurodollars a disposé de ressources que certains pays cherchaient à attirer tandis que d'autres s'efforçaient d'en limiter l'entrée. C'est ainsi qu'au Canada le système des taux de change flottants a été adopté le 31 mai 1970 pour enrayer des mouvements excessifs de capitaux; mais un certain ralentissement de l'expansion et de la hausse des prix a permis en fin d'année un assouplissement de la politique monétaire.

La Grande-Bretagne, souffrant depuis bien des années d'une faiblesse de son économie, a ressenti au maximum les conséquences de l'évolution internationale. Les salaires ont monté de 15%, les prix de 8%. L'équilibre du budget était menacé lorsqu'ont eu lieu les élections. Le nouveau Gouvernement est intervenu en vue d'un redressement rapide du pays. Il l'a fait avec courage, mais il s'est heurté à des difficultés sociales qui ont contrarié l'application de ses décisions; il a néanmoins obtenu des résultats sur le terrain économique. Le fait de ne pas s'associer complètement à la baisse générale des taux d'intérêt lui a permis de recueillir une masse importante de capitaux. La balance des paiements est en excédent. La monnaie a été défendue, mais les progrès réalisés, s'ils méritent d'être soulignés, ne sont pas encore suffisants, surtout dans la perspective d'une entrée de ce pays dans le Marché Commun.

Au cours de l'année 1970, la mise en place de la Communauté Européenne a été poursuivie. Un programme de politique à moyen terme a été élaboré en vue de tenir compte du rythme de développement de chacun des divers pays-membres. Mais l'application de l'accord conclu à *La Haye* en 1969 en vue de renforcer la coopération économique entre les pays-membres pose encore des problèmes, notamment quant à la réalisation ultérieure de l'union monétaire.

En Allemagne, la progression des affaires a été limitée par l'insuffisance des capacités de production et par le manque de main-d'œuvre. La hausse des salaires horaires a atteint, là aussi, près de 15% et la consommation intérieure s'est partiellement substituée aux ventes à l'Étranger qui ont moins progressé. Le coût de la vie a monté, mais à un rythme plus faible que celui des prix à la production. Le Gouvernement s'est attaché à protéger la monnaie par des mesures fiscales restrictives, mais ses efforts ont été contrariés par l'évolution des paiements extérieurs. L'excédent de la balance commerciale est resté important, et l'afflux de capitaux à court terme, dû en partie aux emprunts des entreprises allemandes à l'Étranger et à une baisse des taux d'intérêt moindre que dans d'autres pays, s'est poursuivi. Le taux d'escompte, qui avait été relevé à 7,50%, a été ramené à 6%.

En Italie, les troubles sociaux ont ralenti les progrès de la production. De très fortes augmentations de salaires ont dû être acceptées. La consommation s'est accrue et la hausse des prix a continué avec une atténuation en fin d'année. La situation s'est améliorée et un assouplissement prudent de la politique monétaire a été rendu possible par l'adoption de mesures d'assainissement budgétaires et fiscales.

En Belgique, la hausse des prix a été assez modérée et les échanges extérieurs ont évolué favorablement. Aux Pays-Bas, les grèves et la tension du marché du travail ont entraîné de fortes augmentations de rémunérations à l'automne. La politique monétaire est demeurée rigoureuse et les taux d'intérêts ont peu varié.

La Suisse a dû faire face à une hausse des prix élevée et à un déficit commercial important mais elle s'est efforcée, elle aussi, souvent avec succès, de maintenir sa situation financière à l'abri des remous du marché international.

Dans les autres pays européens, et notamment dans les pays scandinaves, les tendances à l'inflation se sont aggravées.



COMPTE
DE FEMME MARIEE
•BNP•

Les pays communistes font état pour la plupart d'un développement satisfaisant, mais ils connaissent des difficultés croissantes dans leur effort pour améliorer la productivité et adapter leurs structures économiques à une demande plus diversifiée et plus exigeante.

Au Japon, la balance des paiements courants a été de nouveau en excédent et les pouvoirs publics ont encouragé les exportations de capitaux afin de résister plus facilement aux pressions qui s'exercent en faveur d'une réévaluation du yen.

o

En France, le plan de redressement mis en place à l'automne 1969 a été poursuivi avec une continuité de vues qui a fait la part des ajustements nécessités par les soubresauts de la politique financière internationale. Le but recherché a été dans l'ensemble atteint, et la confiance dans le franc a été restaurée.

Le Gouvernement s'était fixé comme objectif principal de contenir la consommation dans des limites compatibles avec la défense de la monnaie. Il a tenu à donner lui-même l'exemple en rétablissant un équilibre budgétaire rigoureux et en imposant aux sociétés nationales des méthodes de gestion qui augmentent leur autonomie et, partant, leurs responsabilités. Le public s'est plié à la même discipline et la consommation des ménages est restée modérée pendant la plus grande partie de l'année; elle a même fléchi dans certains secteurs. Une telle évolution de la situation n'allait pas sans revers; la baisse des affaires a incité les pouvoirs publics à desserrer leurs contraintes, et l'automne a été marqué par une reprise de la consommation. Les commandes ne s'étaient d'ailleurs jamais ralenties dans les industries des biens d'équipement que favorisait la poursuite d'un programme d'investissements privés supérieur de 20% à celui de l'année précédente.

La perspective d'une concurrence accrue tant sur le plan national que de la part des pays européens a précipité les efforts de reconversion susceptibles de rendre les prix, déjà allégés par la dévaluation, plus compétitifs encore. Les concentrations ont été faites ou préparées dans tous les grands secteurs et quelle que soit l'importance des sociétés. Les petites entreprises se sont, elles aussi, efforcées de s'adapter aux nécessités et aux charges d'une technique modernisée, sans pour autant compromettre l'indépendance et l'esprit d'initiative de leurs dirigeants. L'inquiétude qui s'est manifestée à cet égard dans beaucoup de centres provinciaux a trouvé un écho auprès des milieux agricoles qui manifestent un souci comparable quant à la défense des petites exploitations, leur revenu réel n'ayant guère augmenté.

L'exode rural s'est poursuivi dans un moment où les offres d'emploi n'étaient plus stimulées par une activité économique aussi intense. L'afflux de jeunes gens insuffisamment qualifiés, l'aggravation du chômage alors que la pénurie de main-d'œuvre persiste dans certains secteurs, les demandes de techniciens avertis dans des entreprises ayant à faire face à des problèmes de plus en plus complexes, attestent la nécessité impérieuse d'une meilleure formation du personnel. L'augmentation des salaires n'a pas suivi la courbe des hausses de l'Etranger, mais elle a été réalisée dans le cadre d'une politique contractuelle comportant souvent la garantie d'une progression du pouvoir d'achat.

Ainsi, dans l'organisation de la production et des ventes, dans la structure des entreprises comme dans la définition des rapports sociaux, 1970 a marqué une étape importante. La France n'a pu échapper aux influences d'une inflation universelle mais, grâce aux mesures prises par le Gouvernement et à l'action concertée des dirigeants responsables de l'économie, les répercussions de ce phénomène ont été relativement plus faibles qu'ailleurs. Les prix ont moins monté que l'année précédente, les exportations ont augmenté, la balance commerciale est restée en équilibre. Certaines difficultés se sont toutefois produites à l'automne et il est apparu que, pour profiter de tous ses atouts techniques et financiers, la France devait organiser méthodiquement son expansion commerciale à l'Etranger.

C'est sur le plan financier et monétaire que les pouvoirs publics ont exercé le plus directement leur action. L'encadrement du crédit a été levé en Octobre. Néanmoins, d'autres contraintes ont été établies ou renforcées. Le taux des réserves obligatoires a été relevé à plusieurs reprises, tandis que l'Institut d'Emission s'efforçait d'inciter les banques à tirer un meilleur parti du mécanisme des taux. Malgré les pressions extérieures, le taux de l'escompte n'a été réduit qu'avec prudence tandis que celui du marché monétaire était volontairement abaissé.

Les banques, d'abord soumises à l'encadrement, ensuite obligées de modifier leur procédure traditionnelle de réescompte et de s'inspirer de directives nouvelles, se sont efforcées d'harmoniser leur action avec la politique gouvernementale. Elles ont fait bénéficier leur clientèle d'un abaissement des conditions qu'elles souhaitent poursuivre dans la mesure où une telle disposition se situera dans un programme général de baisse des taux. Le Gouvernement a le souci, en effet, de généraliser le renouveau de l'épargne par le maintien de taux créditeurs assez élevés, sans pour autant faire supporter à l'économie des charges financières susceptibles d'en contrarier le développement et de provoquer des difficultés sociales et du chômage.

Cette volonté d'équilibre entre des tendances diverses a eu sur la situation monétaire un effet salutaire. Les entrées de devises ont été importantes, les dettes extérieures à court terme ont été remboursées et les réserves nettes d'or et de devises ont été accrues d'environ 2,5 milliards de dollars. Parallèlement, les encaisses des particuliers tendaient à se reconstituer. Le contrôle des changes a pu être légèrement assoupli, mais il ne faut pas perdre de vue que ce contrôle permet de préparer la France, à l'abri de ses règles, à s'adapter sans sursaut, pendant les mois ou années à venir, aux transformations imposées par la construction de l'Europe.

o

La *Banque Nationale de Paris* a accentué sa progression. Son bilan a presque doublé depuis 1966, date de la fusion, atteignant en décembre 1970, pour la Banque seule, 55 milliards de francs, et dépassant pour le Groupe 60 milliards de francs. Alors que la *Banque Nationale de Paris* termine son cinquième exercice, de tels chiffres traduisent l'effort accompli pour faire connaître la Banque dans le monde entier, pour développer son activité et la porter à une dimension qui lui permette de rivaliser par ses seules forces avec les plus importantes banques du monde.

En métropole, nous avons sensiblement accru notre réseau en dépit des fermetures que la fusion nous a encore imposées sur certaines places. Nous avons ouvert 169



COMPTE DE CHEQUES
PREVOYANCE BNP

Sièges permanents, dont 58 à Paris et dans la région parisienne. Nous avons pris place dans 37 localités où nous n'étions pas jusqu'à présent installés, nous avons créé 69 bureaux d'entreprise, sans pour autant négliger notre représentation dans les régions rurales; nous devons en effet conserver le contact avec une clientèle agricole ancienne et fidèle à côté des caisses d'épargne et des caisses de crédit agricole dont la croissance ininterrompue a été favorisée par des dispositions exceptionnelles des pouvoirs publics.

Grâce à cette action de contact, grâce aussi à une rénovation constante de nos méthodes de travail et de financement, nous avons accru simultanément nos ressources et nos emplois. Les dépôts de notre clientèle ont marqué une hausse de 25%. Nos comptes à échéance, nos comptes d'épargne et d'épargne-logement, nos bons de caisse fournissent un rendement qui encourage nos déposants à consolider une fraction toujours plus forte de leurs liquidités. Ce réveil de l'épargne, si nécessaire à l'équilibre de notre pays et à son développement économique, constitue un des éléments les plus significatifs et les plus rassurants de nos résultats de cette année.

L'octroi à nos clients des concours qui leur étaient nécessaires a été rendu plus difficile pendant la plus grande partie de l'année par les mesures d'encadrement. Les taux élevés auxquels ces concours ont été effectués ont pu être abaissés en fin d'année, en liaison avec la diminution générale des taux. Nous nous réjouissons que le Gouvernement nous ait rendu, en supprimant l'encadrement, la liberté d'accorder à nos clients les facilités qu'ils nous demandaient, en nous laissant le soin d'en déterminer l'importance en fonction de nos règles traditionnelles de liquidité. Nos emplois se sont sensiblement accrus au cours de l'exercice; ils ont porté pour une large part sur le financement à moyen et long terme d'opérations d'investissement que la reconversion des entreprises rendait nécessaires.

Le développement réalisé par la *Banque Nationale de Paris* dans tous les domaines a entraîné un important accroissement de ses opérations, non seulement par suite du nombre plus élevé de ses clients mais aussi en raison de l'usage de plus en plus grand que ceux-ci font de leur compte en banque. Nous nous efforçons d'ailleurs d'améliorer les services que nous rendons à nos déposants par une exécution rigoureuse et rapide des mouvements de fonds, tout en usant de formules comme le compte de chèques-prévoyance qui trouvent beaucoup de faveur auprès des bénéficiaires.

La décision prise d'être présent dans tous les quartiers et villes de banlieue, le souci de mieux traiter les affaires de nos clients, les avantages toujours plus nombreux dont ils bénéficient nécessitent de notre part, en face de telles charges s'ajoutant à celles qui résultent du développement continu des opérations traitées, un important effort d'organisation.

Les modifications de nos structures internes doivent aller de pair avec notre participation à la mise en place et à l'utilisation des réformes techniques intéressant l'ensemble de la profession bancaire, réformes dont certaines sont déjà réalisées et d'autres le seront demain. Les échanges qui ont lieu déjà par l'intermédiaire de l'ordinateur de compensation interbancaire de *Paris* pourront être étendus à d'au-

tres opérations et notamment à la «lettre de change-relevé» dont la substitution aux effets de commerce pourrait commencer dès la fin de 1971. Le recouvrement des chèques entre banques devra également être simplifié.

Nous avons pris les mesures nécessaires pour intégrer nos travaux dans ce contexte. C'est ainsi que les études effectuées sur le traitement de l'information nous ont conduits à décider la création de deux nouveaux Centres, à *Lyon* et à *Bordeaux*, qui viendront s'ajouter à celui qui existe déjà à *Paris* depuis plusieurs années et permettront ainsi de couvrir l'ensemble du territoire métropolitain. Ces trois Centres seront équipés d'ordinateurs de grande capacité au cours des années 1971 et 1972. Nous pourrions alors étendre à l'ensemble de nos Sièges le système de la position centralisée et les décharger progressivement d'une partie importante de leurs fonctions administratives, leur rôle à cet égard devenant essentiellement de saisir et contrôler les informations qui prennent naissance chez eux et de les transmettre au Centre de traitement.

Nous avons, dans le même esprit, transféré à *Orléans*, en Septembre 1970, le Centre groupant l'Econamat, le Service Mécanographique, l'Imprimerie et les Archives, Centre qui reprendra progressivement en charge dans le courant de 1971 la personnalisation des chèques. Nous avons procédé à la création de deux nouveaux Centres chargés de la Comptabilité et du Portefeuille de la région parisienne. Nous avons également doté notre Centre d'Opérations avec l'Etranger d'un matériel moderne permettant de saisir et de contrôler la validité de ces opérations en vue d'assurer plus tard leur traitement automatique.

La politique d'ouverture de Sièges, la création de Centres de traitement nous ont amenés à mettre sur pied un programme immobilier particulièrement important dont la réalisation porte sur plusieurs années et doit permettre également d'améliorer les conditions de travail du personnel. Nous avons acheté un terrain à *Merignac* pour le Centre Administratif et le Centre de Traitement de l'Information de *Bordeaux*. Nous ferons de même à *Lyon*. Enfin, nous agrandissons les Centres Administratifs d'*Angers* et de *Lille*. Nous poursuivrons notre politique d'ouverture de Sièges tout en modernisant nos Agences de *Paris* et de province suivant un programme qui est en cours depuis la fusion. Enfin, nous projetons d'étendre notre Siège Social par l'acquisition que nous avons réalisée d'un nouvel immeuble, rue Laffitte à *Paris*.

Pour compléter, en la spécialisant, l'action de nos propres services et pour mieux exécuter les opérations de plus en plus complexes que nous avons à réaliser, nous avons utilisé les filiales existantes et nous en avons créé de nouvelles. La *Banque Nationale pour l'Expansion du Crédit Bail (Natiobail)*, créée à la fin de 1969, a été agréée comme société immobilière pour le commerce et l'industrie. Elle a consacré son exercice de démarrage à la mise au point de ce procédé de financement nouveau. *Locindus*, dans laquelle nous avons une participation et qui développe régulièrement ses opérations de crédit-bail, a procédé à une augmentation de capital et a été introduite en Bourse avec succès. La *Banque pour l'Expansion Industrielle «Banexi»* a pris un nouvel essor. Nous en détenons maintenant, avec nos filiales, l'intégralité du capital que nous avons porté à cette occasion à 50 millions de francs. La *Banexi*

s'est spécialisée, en dehors des opérations de relais pour des groupes importants, à la reconversion des petites et moyennes entreprises dont il était de notre devoir de sauvegarder l'existence.

La *Banque Nationale de Paris* a participé activement aux opérations nombreuses qui ont été traitées sur le marché financier. Les émissions d'obligations ont été supérieures de près de 40% à celles de l'an dernier, tandis que les souscriptions d'actions croissaient de 20%. Une telle augmentation, qui soulignait la tendance très nette des épargnants à profiter des conditions avantageuses qui leur étaient proposées pour réinvestir, a permis la réalisation d'opérations importantes. Notre clientèle a pris un intérêt toujours plus vif aux titres de nos diverses *SICAV* dont les prix ont été mieux défendus que la moyenne des cours de la Bourse. L'actif global de nos trois *SICAV*, *Epargne-Valeur*, *Epargne-Obligations* et *Epargne-Croissance*, celle-ci tout récemment lancée, représente en fin d'année 2,5 milliards de francs.

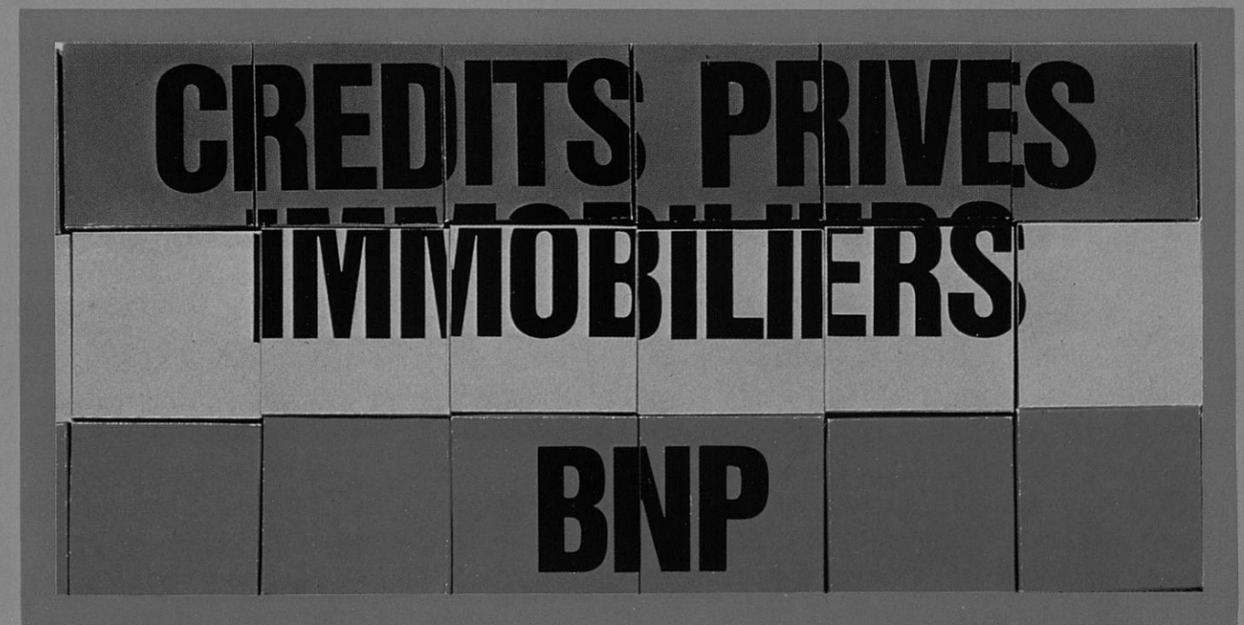
La *Division Internationale* a été créée afin de coordonner le développement de nos multiples interventions à l'Étranger. Désirant favoriser l'accès des entreprises au marché financier européen, elle a dirigé plusieurs opérations réalisées en diverses monnaies en faveur d'émetteurs français et étrangers. D'autre part, elle a participé à la quasi-totalité des émissions faites avec le concours de groupes bancaires internationaux pour le compte de clients importants habitant les pays où nous sommes installés.

La *Banque Nationale de Paris* a, par ailleurs, intensifié son action en vue de promouvoir les exportations de biens d'équipement et de grands ensembles industriels dont elle assure une part de financement croissante. Les efforts ainsi déployés, tant en France qu'à l'Étranger, ont porté leurs fruits et se sont traduits par une forte progression de ce compartiment. Nous avons ainsi atteint dans ce domaine une place exceptionnelle par suite de l'extension de notre réseau extérieur, de la qualité de nos services et du nombre des prospections méthodiques effectuées dans les pays susceptibles d'être intéressés par les productions françaises.

Nous avons créé, aussitôt après la fusion, la *Société Financière Européenne-Luxembourg* et sa filiale, la *Société Financière Européenne-Paris*. Nos associés sont : l'*Algemene Bank Nederland N.V.*, la *Banca Nazionale del Lavoro*, la *Bank of America*, la *Barclays Bank*, la *Dresdner Bank* et, plus récemment, la *Banque de Bruxelles*. Nous avons fortement développé les opérations de ces deux sociétés.

Nous allons poursuivre et renforcer la coopération qui s'est établie entre les partenaires de la *Société Financière Européenne*, dont le rôle de banque d'affaires en Europe devra être de plus en plus accentué. Déjà nous avons fait participer la *Barclays Bank* et la *Banca Nazionale del Lavoro* à l'augmentation de capital de la *Banes* dont le siège est à Madagascar, filiale que nous partageons avec le Gouvernement Malgache qui, à cette occasion, a renforcé son contrôle.

Nous avons aussi créé en Australie, avec l'*Algemene Bank Nederland*, la *Banca Nazionale del Lavoro* et la *Dresdner Bank*, ainsi qu'avec la *Commonwealth Banking Corporation* qui appartient au plus grand groupe bancaire australien, l'*Australian European Finance Corporation*, au capital de 10 millions de dollars australiens. Cette



société, qui a commencé tout récemment à fonctionner, permettra d'appuyer l'action des entreprises du Marché Commun dans leurs développements en Australie, dont l'essor minier et industriel est considérable. Elle viendra compléter et intensifier nos moyens d'action sur ce continent où nous sommes la seule banque étrangère à posséder un réseau d'Agences.

Notre coopération avec les membres européens de la *Société Financière Européenne* va aussi se développer dans le domaine des opérations commerciales et financières et dans celui de l'informatique. La création d'un Centre de formation bancaire réservé au personnel de ces banques a été décidée.

Cette action de longue haleine, qui doit trouver ses points d'application sur des projets concrets, est le prolongement d'une coopération fructueuse dans le cadre de la *Société Financière Européenne*. Les partenaires européens de celle-ci se trouvent ainsi incités à élargir le champ de leurs activités communes et à travailler dans le sens des rapprochements monétaires et financiers devenus indispensables à l'échelle du Marché Commun.

Les relations de la *Banque Nationale de Paris* avec l'Etranger sont assurées non seulement par un réseau de correspondants étrangers, nombreux et efficaces, mais aussi par un ensemble de Succursales, de filiales, de Bureaux de Représentation et par des participations dans des banques locales, qui confèrent au Groupe une position particulièrement forte.

Notre filiale de Londres, la *British and French Bank*, a pu, en dépit des sévères restrictions du crédit, accroître ses profits en multipliant ses activités dans le domaine des financements internationaux. Le Nigeria, après la guerre civile, entre dans une période de reconstitution que suivra une nouvelle période de croissance économique. La *United Bank for Africa Ltd* «*U.B.A.*», qui a su maintenir le développement de ses activités dans la période critique, paraît très bien placée pour participer à l'expansion nigérienne. Les Sièges de la province de l'Est ont été rouverts et 2 nouvelles Agences ont été créées dans cette partie du pays. Le réseau de l'*U.B.A.* compte actuellement 24 Sièges. D'autres projets de création sont actuellement à l'étude.

Le développement de la Succursale de *Bruxelles* s'est poursuivi dans des conditions très satisfaisantes malgré le maintien de l'encadrement du crédit en Belgique.

Bien influencée par l'attrait qu'exerce la Sarre pour les investissements français, la Succursale de *Sarrebruck* a accru son volume d'affaires et ses résultats.

Notre filiale de Bale, la *Banque pour le Commerce International*, ainsi que la *United Overseas Bank*, à Genève, filiale de la *Société Financière pour les Pays d'Outre-Mer* «*S.F.O.M.*», ont participé de plus en plus activement au financement du commerce international et ont amélioré leurs résultats.

La *French American Banking Corporation*, qui a maintenant plus de cinquante ans d'existence, a continué son développement. Nous avons récemment décidé de racheter à la *Banque de l'Indochine* et à la *Compagnie Financière de Suez* les parts, d'un tiers chacune, qu'elles détenaient dans le capital. Cet établissement, qui deviendra ainsi notre propriété intégrale, nous permettra de jouer un rôle plus direct dans

les opérations traitées avec les Etats-Unis. Nous tenons à remercier nos deux confrères de leur longue et si amicale collaboration.

Aux Etats-Unis, l'Agency de *San Francisco* a noué des relations avec certaines firmes américaines d'importance internationale ainsi qu'avec des entreprises européennes. Elle prend place dans les courants d'échanges avec les pays riverains du Pacifique où le Groupe B.N.P. se trouve installé.

Au Canada, la progression de la *Société Financière pour le Commerce et l'Industrie* (*S.F.C.I.*) Ltée s'est exercée dans le domaine des opérations de commerce extérieur, et les profits de cette filiale sont en hausse.

Aux Antilles, les résultats de nos Succursales de la Martinique et de la Guadeloupe ont progressé de façon sensible. En Guadeloupe, un Bureau a été ouvert dans l'Aéroport international de *Pointe-à-Pitre*. En Martinique, une Agence doit être implantée au début de 1971 dans l'agglomération de *Fort-de-France*.

Au Mexique, le *Banco del Atlantico* a poursuivi sa politique d'implantation de Sièges et développé ses activités. De son côté, la *Sociedad Financiera de Exportaciones e Importaciones S.A.* (*FINEXIM*), qui prend désormais le nom de «*Financiera del Atlantico, S.A.*» (*FINEXIM*), a consolidé ses positions dans le domaine du financement des investissements.

Au Panama, le *Banco Fiduciario de Panama* a su faire face à une concurrence bancaire de plus en plus sévère. Au cours de l'année 1970, une nouvelle implantation a été créée dans la ville de Panama, qui a porté à 7 le nombre des Sièges permanents dans ce pays.

Une société affiliée à notre Groupe ainsi qu'au *Banco del Atlantico*, la *Corporation Franco-Americana de Finanzas - Costa-Rica*, vient d'être créée au Costa-Rica. Cette société financière s'intéressera tout particulièrement au financement du commerce extérieur de cette république centraméricaine.

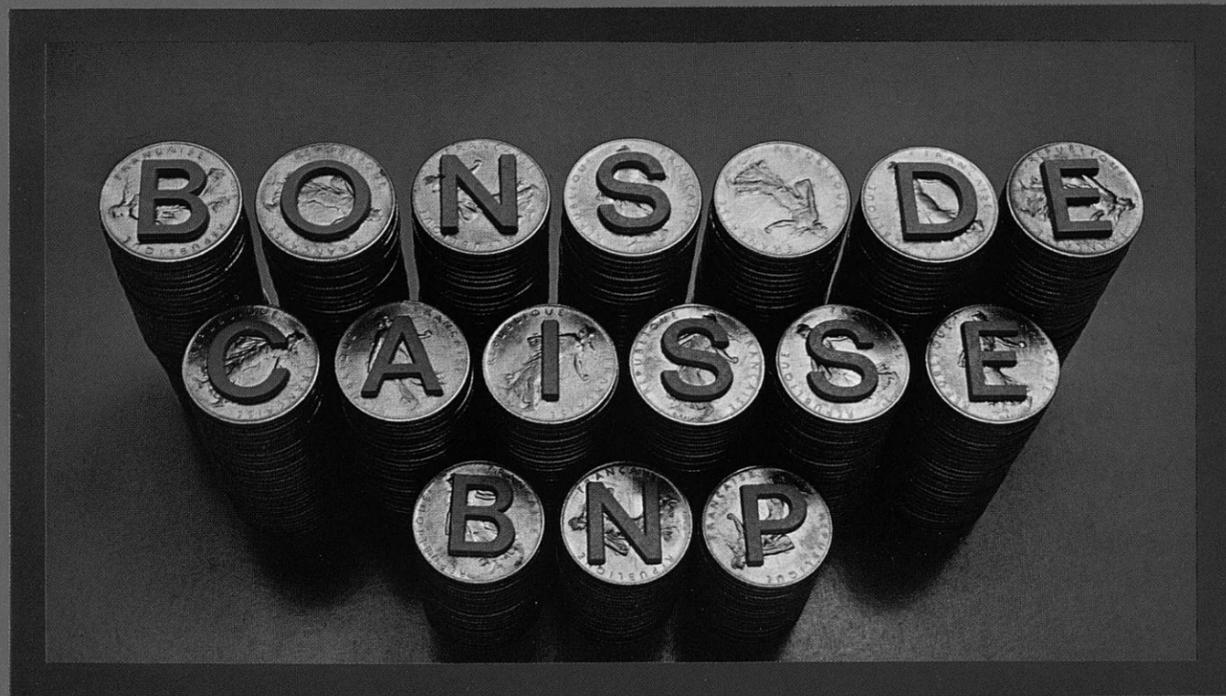
En dépit d'une conjoncture déjà moins favorable, la *Banque de la Guyane* a obtenu des résultats d'exploitation de bonne qualité.

En Colombie, les résultats de nos divers Sièges ont confirmé l'évolution des années précédentes. Une nouvelle Agence a été ouverte à *Medellin*, deuxième centre industriel du pays. Avec 9 Sièges permanents, notre réseau local couvre désormais les principales villes de Colombie.

La *Banque Nationale pour le Commerce et l'Industrie (Afrique)* a manifesté une activité soutenue et terminé l'exercice dans de bonnes conditions. Sa Succursale de *Beyrouth* a enregistré, en dépit d'une conjoncture troublée par la situation politique du Moyen-Orient, d'excellents résultats.

Au Maroc, la *Banque Marocaine pour le Commerce et l'Industrie*, favorisée par un climat de stabilité générale, a réussi, tout en respectant les mesures d'encadrement du crédit, à développer son courant d'affaires, et a réalisé des profits analogues à ceux de l'année précédente.

En Tunisie, où l'économie a pris une orientation plus libérale, l'*Union Bancaire pour le Commerce et l'Industrie*, dans ses nouvelles structures, a achevé l'exercice avec un bon indice d'activité.



En Afrique Noire, nos Succursales au Dahomey, au Gabon, en Haute-Volta, en République Centrafricaine, au Tchad et au Togo ont continué à contribuer d'une manière très active au développement de l'économie des pays, tout en poursuivant l'adaptation de leurs structures et de leurs moyens humains.

Les divers établissements bancaires dans lesquels la *Banque Nationale de Paris* détient d'importantes participations dans les autres régions d'Afrique ont, dans l'ensemble, développé leurs activités dans des proportions sensibles.

La poursuite d'une politique de diversification des emplois a permis à la *Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Sénégal* de connaître un exercice très satisfaisant, en dépit d'une conjoncture économique affectée par une mauvaise récolte d'arachide. En Gambie, après deux ans de fonctionnement, l'Agence de *Bathurst* intervient maintenant de façon active dans l'économie locale.

La *Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de la Côte d'Ivoire* a continué à bénéficier d'une situation économique favorable. Elle a participé activement au financement des produits locaux, accru ses crédits à des entreprises industrielles nouvelles. 5 nouveaux Sièges ont été créés, dont 4 à *Abidjan*.

La *Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Cameroun*, dont le réseau compte actuellement 14 Sièges permanents, poursuit un développement harmonieux, accompagné d'une bonne rentabilité.

La *Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Congo*, à *Brazzaville*, a maintenu ses activités à un niveau satisfaisant.

Les résultats de la *Banque Commerciale du Burundi* et de la *Banque Commerciale du Rwanda* ont bénéficié d'une campagne de café exceptionnelle.

La *Commercial Bank of Africa Ltd*, qui exploite 3 Sièges au Kenya, a élargi son fonds de commerce et consolidé sa situation financière.

La *Banque Nationale pour le Commerce et l'Industrie (Océan Indien)* a de nouveau obtenu un développement sensible de ses dépôts et consolidé ses résultats, grâce au développement du commerce extérieur de Madagascar et en dépit des mauvaises conditions climatiques dont a souffert la production de sucre de La Réunion.

En Iran, la *Banque Etebarate-Iran* a poursuivi son programme d'implantation. Son réseau compte actuellement 42 Sièges, dont 6 en province.

Nos Sièges australiens multiplient leurs opérations en s'intéressant à des domaines nouveaux. Ce développement s'opérera notamment par l'intermédiaire des organismes et banques que nous avons créés.

Notre Succursale de *Noumea* n'a pas cessé de progresser rapidement et sur tous les plans depuis notre installation en Nouvelle-Calédonie il y a deux ans. Elle a ouvert un Bureau dans le quartier de Ducos et obtenu pour l'année 1970 des résultats conformes à nos espérances.

Nos Sièges de *Bombay* et de *Calcutta* ont poursuivi leur activité en dépit des difficultés que subit ce pays. A *New Delhi*, notre représentant continue à apporter son appui aux entreprises françaises intéressées par le marché indien; il intervint notamment lors de la récente visite en Inde d'une mission d'hommes d'affaires français.

En Extrême-Orient, notre Succursale de *Saigon* reste active, en participant spécialement au financement des importations à destination du Vietnam du Sud.

Notre Succursale de *Hong Kong*, animée par une équipe de direction jeune et dynamique, étend son champ d'action sur une place fort active.

L'année 1970 a été marquée par l'inauguration de 3 nouveaux Bureaux de Représentation à *Djakarta*, en Indonésie, à *Lisbonne*, au Portugal, nation dont l'essor économique est appelé à s'accroître, et enfin à *Zurich*, place financière et commerciale de première importance, ce qui complète l'implantation du Groupe en Suisse. Ainsi s'affirme le développement de notre réseau de Bureaux de Représentation qui sont déjà installés à *Madrid, Milan, Francfort-sur-le-Main, New York, Los Angeles, Mexico, Buenos Aires, Rio de Janeiro, Sao Paulo, Tokyo, Phnom-Penh, New Delhi, Singapour*.

o

Nous ne pouvons que remercier nos cadres et notre personnel de leur dévouement et de l'esprit d'initiative qu'ils ont manifesté. Ils ont fait preuve de ces qualités exceptionnelles non seulement dans la conduite normale de nos opérations, en traitant avec nos clients des affaires de plus en plus complexes qui appellent de leur part une formation toujours plus étendue, mais aussi dans l'organisation de notre maison qui entraîne pour eux des modifications sensibles dans l'exécution de leur travail.

Nos rapports avec le Comité Central d'Entreprise ont été marqués, cette année encore, par un effort de compréhension mutuelle. Les fonds mis à la disposition des œuvres sociales gérées par le *C.C.E.* ont été sensiblement augmentés avec le concours de notre établissement et la collaboration active des dirigeants de ces œuvres. Nos agents et leurs familles ont été favorisés par les efforts qui ont été prodigués à ce sujet.

Nous n'avons pas l'habitude de retracer les changements apportés dans notre Conseil d'Administration, qui est normalement renouvelé par quart tous les ans, mais nous ne pouvons pas cette année ne pas exprimer à M. Levard, qui a été pendant tant d'années Administrateur de notre maison, notre gratitude pour l'assiduité avec laquelle il a participé à nos séances, pour la compréhension qu'il a manifestée envers nos problèmes, pour les concours qu'il nous a apportés. Nous sommes certains d'être l'interprète de tous en lui exprimant nos remerciements. M. Levard a été remplacé par M. Alidières.

o



BILAN ET RESULTATS

Le bilan soumis à votre approbation se présente sous une forme différente de celle des exercices précédents en raison de la mise en application, au début de 1970, du nouveau plan comptable des banques.

La nouvelle présentation du bilan permet une meilleure distinction entre les crédits distribués à la clientèle et les opérations de financement entre banques. Ainsi, les opérations traitées avec les entreprises habilitées à intervenir sur le marché monétaire sont désormais incluses dans la rubrique «Banques». De même, les effets pris en pension par les banques, autrefois compris dans le portefeuille, sont maintenant classés dans la rubrique «Bons du Trésor et valeurs reçues en pension ou achetées ferme».

Les comptes de clientèle, autrefois répartis essentiellement entre les «Comptes courants» et les «Comptes de chèques», sont désormais classés suivant un critère économique dans les «Comptes d'entreprises», les «Comptes de particuliers» ou les «Autres comptes».

Les «Crédits à la clientèle - portefeuille» comprennent, outre les différentes natures d'effets en portefeuille, certains crédits réalisés par débit en compte, c'est-à-dire les crédits privés, professionnels ou hypothécaires. Les autres crédits nourris par les banques sont logés dans la rubrique «Crédits à la clientèle - comptes débiteurs».

Enfin, à la ventilation des ressources et des emplois par nature s'ajoute une ventilation selon la durée.

o

Du fait de sa nouvelle présentation, le bilan au 31 décembre 1970 ne peut être comparé à celui du 31 décembre 1969 qu'au niveau des grandes masses.

Il s'élève à F 55 393 807 538,87
en augmentation sur celui de l'an dernier de F 7 780 101 550,58

Ce bilan doit être rapproché de la situation consolidée qui est jointe en annexe au présent rapport et qui groupe les chiffres de toutes les filiales dont nous avons plus de 50 % du capital.

Cette situation fait apparaître un total de F 60 642 262 153,00
en augmentation sur celle de l'an dernier de F 8 977 981 650,00

Quant au bilan de la *Banque Nationale de Paris* soumis à votre approbation, l'analyse des chiffres est la suivante:

Les dépôts de la clientèle, en excluant les entreprises non bancaires admises au marché monétaire, s'élèvent à F 35 569 927 375,39
alors que ces mêmes dépôts, en y comprenant les entreprises bancaires admises au marché monétaire, n'étaient au 31 décembre 1969 que de F 30 262 856 224,17
Parmi les autres comptes créditeurs, les comptes des banques et correspondants, y compris les comptes «Entreprises non bancaires admises au marché monétaire», ressortent à F 12 168 373 355,90
alors que, sans les comptes des entreprises non bancaires admises au marché monétaire, ils s'élevaient au 31 décembre 1969, à F 9 515 611 118,72

Au niveau des emplois:

— les «Crédits à la clientèle - portefeuille» ressortent à ... F 27 025 833 095,62
— les «Crédits à la clientèle - comptes débiteurs» s'élèvent à F 6 048 247 052,53
— les avoirs chez les banques et les comptes d'Entreprises non bancaires admises au marché monétaire sont de ... F 9 760 879 874,09
constituant un ensemble de F 42 834 960 022,24
en augmentation, par rapport au 31 décembre 1969, de 6,5 milliards environ.

Le portefeuille-titres s'est trouvé accru des acquisitions de l'exercice. Il ressort, sous déduction des ventes, à F 285 777 165,30
contre F 222 889 806,86 au 31 décembre 1969.

Les acquisitions immobilières et mobilières ont été entièrement compensées par des dotations aux postes d'amortissements et de provisions, le poste «Immeubles et Mobilier» ressortant au même montant que l'an dernier, soit F 255 336 311,73

o

Les résultats de l'exercice, déduction faite des frais généraux, amortissements et provisions, font apparaître un solde bénéficiaire de F 92 722 718,68

Il est à noter que la provision pour impôt s'élève à F 311 757 000,00

A cette charge, il convient d'ajouter le reliquat du prélèvement exceptionnel sur les banques, provisionné pour F 54 452 000,00

Après imputation des sommes nécessaires pour servir aux 574 650 parts de l'ex-B.N.C.I. et aux 437 890 parts de l'ex-C.N.E.P., non encore amorties l'intérêt minimum garanti de 3% sur le prix de rachat des actions (F 12,54 pour l'ex-B.N.C.I. et F 22,53 pour l'ex-C.N.E.P.) à raison de:

— F 0,3762 brut par titre pour l'ex-B.N.C.I. } soit	F	512 153,18
— F 0,6759 brut par titre pour l'ex-C.N.E.P. }		
le solde disponible du Compte de Profits et Pertes ressort à	F	92 210 565,50
auquel s'ajoute le report antérieur de	F	4 009 369,71
pour former un total de	F	<u>96 219 935,21</u>

que, conformément aux dispositions de l'art. 24 de nos statuts, nous vous proposons de répartir ainsi:

— réserve légale (5% sur F 92 210 565,50) soit	F	4 610 528,20
— réserves (y compris les plus-values à long terme)	F	63 400 000,00
— intérêt complémentaire aux parts bénéficiaires à raison de F 0,7488 par titre pour l'ex-B.N.C.I. et F 1,3241 par titre pour l'ex-C.N.E.P.	F	1 010 108,07
— attribution aux actions transférées à l'Etat	F	22 750 000,00
— tantièmes	F	50 000,00
— le surplus étant reporté à nouveau	F	4 399 298,94
	F	<u>96 219 935,21</u>

o

Nous proposons à la Commission de Contrôle des Banques une augmentation de notre capital, qui sera porté de 325 millions à 500 millions de francs.

Préalablement à la réalisation de cette opération, les réserves générales seront portées de F 428 104 298,28 à F 557 000 000, par transfert à concurrence de F 128 895 701,72 de provisions constituées lors d'exercices antérieurs et devenues disponibles.

L'augmentation de capital de F 175 000 000,00 sera réalisée par prélèvement sur ces réserves, qui s'établiront ensuite à F 382 000 000. Le total de nos ressources propres, compte tenu du report à nouveau, ressortira après augmentation de capital à F 886 000 000.

Le Conseil d'Administration

VALEURS
MOBILIERES
BNP

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Exercice 1970

Messieurs,

Nous avons l'honneur de vous rendre compte, pour l'exercice 1970, de la mission qui nous a été dévolue par arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances en date du 10 Mars 1971.

Les livres et documents représentant la comptabilité sociale ont été mis à notre disposition et nous avons pu vérifier qu'ils étaient régulièrement tenus.

Par ailleurs, certains rapports de vos Services de Contrôle nous ont également été communiqués, à notre demande.

Ils nous ont permis d'apprécier l'efficacité de ces services.

Le Bilan et le compte de Pertes et Profits soumis à votre approbation sont entièrement conformes à l'inventaire récapitulatif des comptes, de même que les renseignements qui en ont été tirés pour figurer dans le rapport du Conseil d'Administration.

Il est à noter cette année que le Bilan se présente sous une forme différente de celle des exercices précédents.

En effet, le nouveau Plan Comptable des Banques est entré en application au début de l'année 1970.

Etant donné le caractère réglementaire de ces modifications, il ne nous semble pas nécessaire de les reprendre ici, ce qui, au demeurant, pourrait paraître long et fastidieux.

Le rapport du Conseil d'Administration vous précise l'esprit dans lequel ces modifications ont été apportées, ainsi que les changements les plus notables concernant la présentation des comptes.

Il est à signaler que les provisions pour créances litigieuses ou douteuses s'élèvent au 31 Décembre 1970 à 210,18 millions de francs.

Compte tenu des provisions devenues disponibles au cours de l'exercice, à savoir 106,43 millions de francs, la charge réelle supportée par l'exercice s'élève à 103,75 millions de francs.

Cette politique de prudence ne peut que recevoir votre approbation.

Notons que le pourcentage des provisions constituées atteint 0,929% du total du Bilan général contre 0,653% en 1969.

Par ailleurs, et conformément à l'article 356 de la Loi du 24 Juillet 1966, nous mentionnons en annexe les acquisitions de titres qui vous ont procuré une participation de plus de 10% dans le Capital des Sociétés correspondantes.

Telles sont les précisions qu'il nous a semblé utile d'ajouter à la présentation des comptes. Eu égard aux informations recueillies sur les méthodes d'estimation retenues pour l'appréciation des valeurs actives et passives, et compte tenu des usages de contrôles appliqués dans les grands Etablissements de crédit, notamment ceux ayant le caractère d'Entreprise Nationale, nous estimons pouvoir délivrer l'attestation de sincérité et de régularité prescrite par la Loi.

Les Commissaires aux Comptes

Participations Acquisies au Cours de l'Exercice 1970

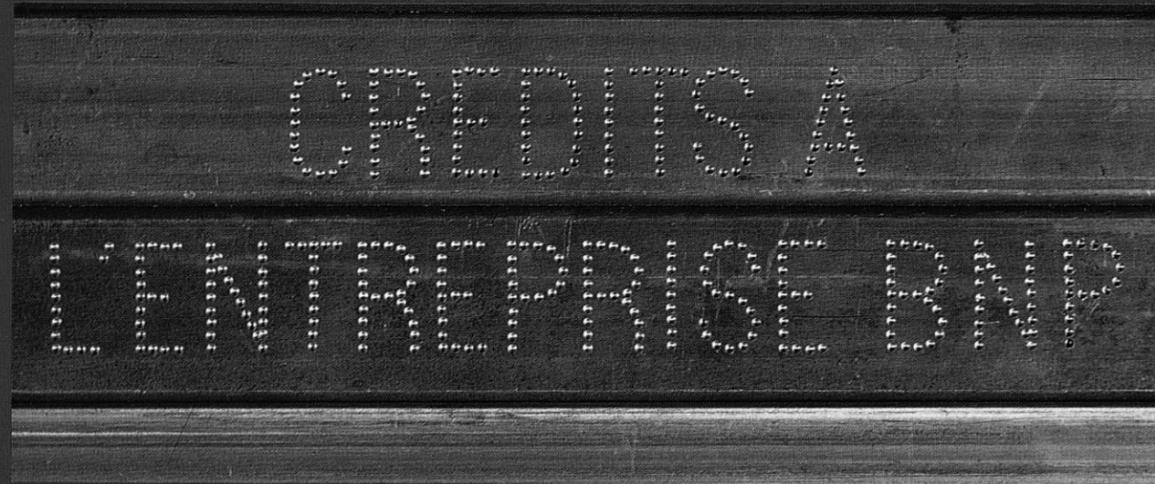
Annexe au Rapport des Commissaires aux Comptes

— 32 500 actions	sur 33 500 formant le capital social de la Compagnie d'Investissements de Paris	F	7 312 500,00
— 930 actions	sur 1 000 formant le capital social d'Epargne-Gestion (Versement de libération)	F	69 750,00
— 205 977 actions	(+ 532 426 droits) sur 500 000 formant le capital social de la Banque pour l'Expansion Industrielle «BANEXI»	F	21 235 310,93
— 121 200 \$ US	sur 303 000 \$ US formant le capital social de la Société Corporacion Franco Americana de Finanzas (Costa Rica) «FRANCOFIN»	F	740 532,00
— 19 998 actions	sur 100 000 actions formant le capital social de la Société Financière pour l'Expansion des télécommunications «FINEXTEL»	F	2 004 257,60
— 11 599 actions	sur 40 000 formant le capital social de la Société Française de vente et financement de matériels terrestres et maritimes	F	594 624,00
— 27 500 actions	sur 100 000 formant le capital social de la Cie pour le Développement des télécommunications CODETEL	F	2 750 000,00
— 251,30 actions	sur 1 000 formant le capital social de la Société Auxiliaire pour le financement et l'industrie textile SAFI-TEX	F	25 689,00
— 5 000 actions	sur 25 000 formant le capital social de Servizio Italie	F	48 080,00
— 230 actions	sur 1 000 formant le capital social de Australian European finance Corporation Ltd	F	1 525 971,65
— 1 000 actions	sur 8 000 formant le capital social de la Société Française pour le traitement des informations financières	F	100 000,00
— 32 999 actions	sur 100 000 formant le capital social de Ordinabail	F	824 975,00
— 49 884 actions	sur 130 000 formant le capital social de la Société des Ateliers de la Méditerranée	F	3 524 654,25
— 4 411 actions	sur 22 200 formant le capital social de C.C.M.C.	F	2 761 511,25
— 50 actions	sur 200 formant le capital social de la Société Européenne pour le financement d'Airbus «SEFA»	F	5 000,00
— 20 parts	sur 100 formant le capital social de la Société Civile Immobilière et Financière pour l'Alimentation «SCIFA»	F	10 000,00

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

sur les conventions visées :
par l'art. 101 de la loi du 24 Juillet 1966 - par l'art. 92 du décret du 23 Mars 1967
et par l'art. 17 du décret du 28 Mai 1946

Exercice 1970



Messieurs,

Nous vous informons qu'aucune convention requérant l'autorisation préalable de votre Conseil d'Administration en application de l'Article 101 de la Loi du 24 Juillet 1966 n'a été portée à notre connaissance.

Par ailleurs aucune convention ayant fait l'objet d'autorisation antérieure ne s'est poursuivie en 1970.

Les opérations conclues au cours de cet exercice avec des sociétés dans lesquelles vos administrateurs sont intéressés, sont de caractère courant et ont été traitées aux conditions usuelles.

Comme précédemment et en vertu de l'article 17 du décret du 28 Mai 1946, nous avons été avisés d'autorisations qui ont été données pour des lignes d'escompte, des ouvertures de crédits ou des cautions consenties à des Sociétés ayant avec la vôtre des Administrateurs communs.

Telles sont les conventions dont nous avons à vous informer; elles ne soulèvent de notre part, aucune observation.

Les Commissaires aux Comptes

RESOLUTIONS DE LA COMMISSION DE CONTROLE DES BANQUES

(Séance du 16 Juin 1971) Approbation des Comptes de l'Exercice 1970

Première résolution

La Commission de Contrôle des Banques, conformément aux propositions du Conseil d'Administration et après avoir pris connaissance du rapport des Commissaires aux Comptes, approuve tels qu'ils lui ont été présentés le bilan au 31 Décembre 1970 et le compte de profits et pertes de l'exercice 1970 de la BANQUE NATIONALE de PARIS.

Deuxième résolution

La commission décide, conformément à l'article 24 des statuts de la BANQUE NATIONALE de PARIS :

- l'affectation à la réserve légale d'une somme de F 4610528,20 dont F 449472,34 provenant des plus-values à long terme ;
- la dotation à la réserve spéciale de plus-values à long terme d'une somme de F 8539975,00 ;
- l'attribution aux parts bénéficiaires nominatives de la Banque Nationale pour le Commerce et l'Industrie et aux parts bénéficiaires nominatives du Comptoir National d'Escompte de Paris d'une somme de F 1010108,07 qui, ajoutée à l'intérêt minimum, élève la répartition brute allouée par part à F 1,125 pour la B.N.C.I., et à F 2,00 pour le C.N.P.E., en application de l'article 4 du décret du 26 mai 1966 portant fusion de ces deux banques de dépôts nationalisées ;
- l'attribution aux actions de la Banque Nationale de Paris, transférées à l'Etat, d'une somme de F 22750000 ;
- la dotation aux réserves d'une somme de F 54860025,00 ;
- le versement au Conseil d'Administration d'une somme de F 50000 à titre de tantièmes.

Troisième résolution

La Commission prend acte du rapport spécial établi par les commissaires aux comptes sur les opérations et conventions visées par les articles 101 à 106 de la loi du 24 Juillet 1966 auxquels renvoie l'article 17 modifié du décret n° 46-1246 du 28 Mai 1946.

Le Président
de la Commission
de Contrôle des Banques

RESOLUTION SPECIALE DE LA COMMISSION DE CONTROLE DES BANQUES

(Séance du 16 Juin 1971) Augmentation du capital et modification des statuts

Conformément aux propositions que lui a soumises le Conseil d'Administration de la BANQUE NATIONALE DE PARIS, la Commission de Contrôle des Banques décide d'augmenter le capital de la BANQUE NATIONALE DE PARIS de F 325000000 son montant actuel à F 500000000 par l'incorporation au capital d'une somme de F 175000000 prélevée sur les réserves générales préalablement portées à F 557000000.

Après cette opération, les réserves générales s'établiront à F 382000000.

La Commission de Contrôle des Banques prend acte de ce que l'augmentation de capital de la BANQUE NATIONALE DE PARIS sera réalisée par l'élévation de F 464,285 à F 714,285 de la valeur nominale des 700000 actions actuellement existantes lesquelles seront aussitôt échangées contre 5000000 d'actions d'une valeur nominale de F 100.

La Commission approuve l'ensemble de ces opérations qui prennent effet du jour de la présente résolution.

Comme conséquence de ces décisions, l'art. 4 des statuts de la BANQUE NATIONALE DE PARIS est modifié comme suit :

«Le capital est fixé à F 500000000 ; il est représenté par 5000000 d'actions de F 100 de nominal qui sont la propriété de l'Etat. Il pourra être augmenté ou réduit par décision de la Commission de Contrôle des Banques sur proposition du Conseil d'Administration».

Le Président
de la Commission
de Contrôle des Banques

CREDITS A

L EXPORTATION

BNIP

BILAN AU 31 DECEMBRE 1970

Avant Répartition

Actif		Passif	
Caisse, Instituts d'émission, Trésor Public, Comptes courants postaux	2 881 337 575,14	Instituts d'émission, Banques et ENBAMM:	
Banques et ENBAMM:		- comptes à vue	3 896 477 077,81
- Comptes à vue	1 037 001 527,86	- comptes et emprunts à échéance	8 271 896 278,09
- Comptes et prêts à échéance	8 723 878 346,23	Comptes d'entreprises et divers:	
Bons du Trésor et valeurs reçues en pension ou achetées ferme	4 422 665 447,32	- comptes à vue	11 344 524 830,37
Crédits à la clientèle - Portefeuille:		- comptes à échéance	3 335 048 612,52
- crédits à court terme	16 982 679 219,13	Comptes de particuliers:	
- crédits à moyen terme	7 555 274 801,08	- comptes à vue	7 844 237 684,92
- crédits à long terme	2 487 879 075,41	- comptes à échéance	1 564 499 256,05
Crédits à la clientèle - Comptes débiteurs	6 048 247 052,53	- comptes d'épargne à régime spécial	5 905 169 150,07
Comptes de régularisation et divers	2 335 724 156,72	Bons de caisse	5 576 447 841,46
Débiteurs divers	104 848 650,97	Comptes de régularisation, provisions et divers	3 893 441 146,52
Débiteurs par acceptations	1 867 019 590,24	Créditeurs divers	731 998 758,69
Comptes d'opérations sur titres	406 138 619,21	Acceptations à payer	1 867 019 590,24
Titres de placement	100 119 969,06	Comptes d'opérations sur titres	381 221 453,66
Titres de filiales et participations	185 657 196,24	Réserves	360 093 770,08
Immobilisations	255 336 311,73	Capital	325 000 000,00
		Report à nouveau	4 009 369,71
		Résultats	92 722 718,68
			55 393 807 538,87
	55 393 807 538,87		

HORS BILAN

Valeurs données en pension ou vendues ferme ...	12 325 511 000,00
Cautions et avals pour le compte de la clientèle ..	7 246 899 000,00
Ouvertures de crédits confirmés	1 614 807 000,00
Autres engagements	2 574 079 000,00

COMPTE DE PROFITS ET PERTES

Débit		Crédit	
Frais Généraux	1 840 966 461,00	Produit net bancaire	2 378 022 791,00
- Dépenses de personnel:			
1 281 124 741,00			
- Impôts et taxes (sauf impôts sur les Stés)	152 421 533,00	Produits du portefeuille titres	18 420 928,00
- Autres frais généraux	407 420 187,00		
Taxe spéciale sur les activités financières	56 762 542,00	Revenus des immeubles et divers	2 084 900,00
Amortissements et divers ..	96 319 190,00		
Impôt sur les Sociétés	311 757 707,00		
Profits de l'exercice	92 722 719,00		
	2 398 528 619,00		2 398 528 619,00

BILAN AU 31 DECEMBRE 1970

Après Répartition

Actif		Passif	
Caisse, Instituts d'émission, Trésor Public, Comptes courants postaux	2 881 337 575,14	Instituts d'émission, Banques et ENBAMM:	
Banques et ENBAMM:		- comptes à vue	3 896 477 077,81
- Comptes à vue	1 037 001 527,86	- comptes et emprunts à échéance	8 271 896 278,09
- Comptes et prêts à échéance	8 723 878 346,23	Comptes d'entreprises et divers:	
Bons du Trésor et valeurs reçues en pension ou achetées ferme	4 422 665 447,32	- comptes à vue	11 344 524 830,37
Crédits à la clientèle - Portefeuille:		- comptes à échéance	3 335 048 612,52
- crédits à court terme	16 982 679 219,13	Comptes de particuliers:	
- crédits à moyen terme ..	7 555 274 801,08	- comptes à vue	7 844 237 684,92
- crédits à long terme	2 487 879 075,41	- comptes à échéance	1 564 499 256,05
Crédits à la clientèle - Comptes débiteurs	6 048 247 052,53	- comptes d'épargne à régime spécial	5 905 169 150,07
Comptes de régularisation et divers	2 335 724 156,72	Bons de caisse	5 576 447 841,46
Débiteurs divers	104 848 650,97	Comptes de régularisation, provisions et divers	3 893 491 146,52
Débiteurs par acceptations	1 867 019 590,24	Créditeurs divers	754 748 758,69
Comptes d'opérations sur titres	406 138 619,21	Acceptations à payer	1 867 019 590,24
Titres de placement	100 119 969,06	Comptes d'opérations sur titres	382 743 714,91
Titres de filiales et participations	185 657 196,24	Réserves	428 104 298,28
Immobilisations	255 336 311,73	Capital	325 000 000,00
		Report à nouveau	4 399 298,94
			55 393 807 538,87
	55 393 807 538,87		

HORS BILAN

Valeurs données en pension ou vendues ferme ...	12 325 511 000,00
Cautions et avals pour le compte de la clientèle ..	7 246 899 000,00
Ouvertures de crédits confirmés	1 614 807 000,00
Autres engagements	2 574 079 000,00

REPARTITION DES BENEFICES

Débit		Crédit	
Intérêt minimum garanti aux parts bénéficiaires	512 153,18	Report antérieur	4 009 369,71
Soldé disponible ainsi réparti:			
- Réserve légale	4 610 528,20		
- Intérêt complémentaire aux parts bénéficiaires	1 010 108,07	Produits nets de l'exercice défalcation faite des frais généraux, amortissements, provisions pour risques quelconques et autres charges	92 722 718,68
- Réserve spéciale	63 400 000,00		
- Attribution aux actions transférées à l'Etat	22 750 000,00		
- Tantièmes au Conseil d'Administration	50 000,00		
- Report à nouveau	4 399 298,94		
	96 732 088,39		96 732 088,39





BANQUE NATIONALE DE PARIS
BILANS ANNUELS / EXERCICE 1970

BANQUE NATIONALE DE PARIS
BILANS ANNUELS / EXERCICE 1970

BILANS ANNUELS DE LA BNP/EXERCICE 1970

et de ses principales filiales
et banques associées

	Pages
SITUATION CONSOLIDÉE DU GROUPE B.N.P.	4
B.N.P. (France, Outre-Mer, Étranger).....	6

FILIALES

dont le bilan a été pris en considération pour
l'établissement de la situation consolidée au 31 Décembre 1970

BANQUE POUR L'EXPANSION INDUSTRIELLE (BANEXI).....	8
SOCIÉTÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE (INTERCOMI).....	10
BANQUE POUR LE COMMERCE INTERNATIONAL-BALE (B.P.C.I.)	11
BRITISH AND FRENCH BANK Ltd - LONDRES	12
et sa filiale : UNITED BANK FOR AFRICA - LAGOS (U.B.A.)	13
B.N.C.I. AFRIQUE	14
et ses filiales :	
— BANQUE MAROCAINE POUR LE COMMERCE ET L'INDUS- TRIE (B.M.C.I.).....	16
— UNION BANCAIRE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE (U.B.C.I.)	17
— BANCO FIDUCIARIO DE PANAMA S. A.	18
SOCIÉTÉ FINANCIÈRE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE MONTRÉAL (S.F.C.I.)	19
B.N.C.I. OCÉAN INDIEN	20
BANQUE DE LA GUYANE - CAYENNE.....	22

AUTRES FILIALES ET BANQUES ASSOCIÉES

UNION POUR LE FINANCEMENT A LONG ET MOYEN TERME (UFILOM)	23
SOCIÉTÉ FINANCIÈRE EUROPÉENNE :	
— S.F.E. PARIS	24
— S.F.E. LUXEMBOURG	25
UNION POUR LE CRÉDIT A L'INDUSTRIE NATIONALE (UCINA).	26
SOCIÉTÉ FINANCIÈRE POUR LES PAYS D'OUTRE-MER (SFOM)..	27
B.I.C.I. DU CAMEROUN.....	28
B.I.C.I. DU CONGO.....	29
B.I.C.I. DE LA COTE-D'IVOIRE.....	30
B.I.C.I. DU SÉNÉGAL	31
BANQUE ETEBARATE IRAN.....	32
FRENCH AMERICAN BANKING CORPORATION	33
BANCO DEL ATLANTICO	34
FINANCIERA DEL ATLANTICO	35
BANQUE MALGACHE D'ESCOMPTE ET DE CRÉDIT (BAMES)....	36
BANQUE NATIONALE POUR L'EXPANSION DU CRÉDIT BAIL (NATIOBAIL).....	37

SITUATION CONSOLIDÉE DU GROUPE DE LA BANQUE NATIONALE DE PARIS

Bilan au 31 Décembre 1970

Actif	Francs
Caisse, Instituts d'émission, Trésor Public, Comptes courants postaux Banques et Entreprises non bancaires admises au marché monétaire:	2 980 111 183
— comptes à vue	1 830 560 288
— comptes et prêts à échéance	9 197 764 479
Bons du Trésor et valeurs reçues en pension ou achetées ferme.....	5 342 337 310
Crédits à la clientèle - Portefeuille :	
— crédits à court terme	17 962 915 362
— crédits à moyen terme	7 693 842 632
— crédits à long terme	2 513 301 414
Crédits à la clientèle - Comptes débiteurs	7 467 622 296
Comptes de régularisation et divers	2 401 917 062
Débiteurs divers	149 569 652
Débiteurs par acceptations	1 964 431 481
Comptes d'opérations sur titres	406 435 444
Titres de placement . :	166 036 469
Titres de filiales et participations	259 684 417
Immobilisations	305 732 664
	<u>60 642 262 153</u>

Passif	Francs
Instituts d'émission, Banques et Entreprises non bancaires admises au marché monétaire :	
— comptes à vue	4 045 748 794
— comptes et emprunts à échéance	9 153 391 088
Comptes d'entreprises et divers :	
— comptes à vue	12 642 090 564
— comptes à échéance	4 138 823 024
Comptes de particuliers :	
— comptes à vue	8 348 436 723
— comptes à échéance	2 017 222 583
— comptes d'épargne à régime spécial	6 228 196 774
Bons de caisse	5 711 467 238
Comptes de régularisation, provisions et divers.....	4 192 075 944
Créditeurs divers.....	822 258 133
Acceptations à payer	1 964 431 481
Comptes d'opérations sur titres	382 229 000
Réserves	483 397 217
Capital	380 278 958
Report à nouveau.....	21 566 436
Résultats	110 648 196
	<u>60 642 262 153</u>

Hors Bilan

Valeurs données en pension ou vendues ferme	12 472 196 000
Cautions et avals pour le compte de la clientèle	8 092 894 000
Ouvertures de crédits confirmés	2 122 568 000
Autres engagements	2 627 403 252

BANQUE NATIONALE DE PARIS

Etablissement Nationalisé (Loi du 2 Décembre 1945)
 Siège Social & Direction Générale : 16 boulevard des Italiens, Paris
 Président : M. H. BIZOT
 Administrateur Directeur Général : M. P. LEDOUX
 Directeurs Généraux Adjointes : MM. G. DÉFOSSÉ
 J. DROMER, G. LLEWELLYN

Bilan au 31 Décembre 1970

Actif	Francs
Caisse, Instituts d'émission, Trésor Public, Comptes courants postaux	2 881 337 575,14
Banques et Entreprises non bancaires admises au marché monétaire :	
— comptes à vue	1 037 001 527,86
— comptes et prêts à échéance	8 723 878 346,23
Bons du Trésor et valeurs reçues en pension ou achetées ferme ...	4 422 665 447,32
Crédits à la clientèle - Portefeuille :	
— crédits à court terme	16 982 679 219,13
— crédits à moyen terme	7 555 274 801,08
— crédits à long terme	2 487 879 075,41
Crédits à la clientèle - Comptes débiteurs	6 048 247 052,53
Comptes de régularisation et divers	2 335 724 156,72
Débiteurs divers	104 848 650,97
Débiteurs par acceptations	1 867 019 590,24
Comptes d'opérations sur titres	406 138 619,21
Titres de placement	100 119 969,06
Titres de filiales et participations	185 657 196,24
Immobilisations	255 336 311,73
	55 393 807 538,87

Passif	Francs
Instituts d'émission, Banques et Entreprises non bancaires admises au marché monétaire :	
— comptes à vue	3 896 477 077,81
— comptes et emprunts à échéance	8 271 896 278,09
Comptes d'entreprises et divers :	11 344 524 830,37
— comptes à vue	3 335 048 612,52
— comptes à échéance	
Comptes de particuliers :	7 844 237 684,92
— comptes à vue	1 564 499 256,05
— comptes à échéance	5 905 169 150,07
— comptes d'épargne à régime spécial	5 576 447 841,46
Bons de caisse	3 893 441 146,52
Comptes de régularisation, provisions et divers	731 998 758,69
Créditeurs divers	1 867 019 590,24
Acceptations à payer	381 221 453,66
Comptes d'opérations sur titres	360 093 770,08
Réserves	325 000 000,00
Capital	4 009 369,71
Report à nouveau	92 722 718,68
Résultats	55 393 807 538,87

Hors Bilan

Valeurs données en pension ou vendues ferme	12 325 511 000,00
Cautions et avals pour le compte de la clientèle	7 246 899 000,00
Ouvertures de crédits confirmés	1 614 807 000,00
Autres engagements	2 574 079 000,00

BANQUE POUR L'EXPANSION INDUSTRIELLE BANEXI

Siège Social: 1 boulevard Haussmann, Paris
Bureaux: 1 boulevard des Capucines, Paris
Président du Conseil de surveillance: M. A. CRAMOIS
Vice-Président du Conseil de surveillance: M. P. LEDOUX
Président du Directoire: M. L. ASSEMAT
Secrétaire général: M. D. OUDARD

Bilan au 31 Décembre 1970

Actif	Francs
Caisse, Instituts d'émission, Trésor Public, Chèques Postaux	471 386,48
Banques et Entreprises non bancaires admises au marché monétaire :	
— comptes à vue	10 051 732,14
Bons du Trésor et valeurs reçues en pension ou achetées ferme	100 000,00
Crédits à la clientèle - Portefeuille:	
— crédits à court terme	4 230 800,00
— crédits à moyen terme	45 709 681,36
— crédits à long terme	25 375 837,50
Crédits à la clientèle - Comptes débiteurs	55 381 431,97
Comptes de régularisation et divers	1 462 313,35
Débiteurs divers	936 032,59
Comptes d'opérations sur titres	81 075,00
Titres de placement	30 769 630,54
Titres de filiales et participations	176 244 452,52
Immobilisations	1 777 738,23
	<u>352 592 111,68</u>

Passif	Francs
Instituts d'émission, Banques et Entreprises non bancaires admises au marché monétaire :	
— comptes à vue	7 906 792,15
— comptes et emprunts à échéance	235 000 000,00
Comptes d'entreprises et divers:	
— comptes à vue	2 163 372,70
— comptes à échéance	2 155 000,00
Comptes de particuliers:	
— comptes à vue	3 614 733,22
— comptes à échéance	38 660 000,00
— comptes d'épargne à régime spécial	3 790,37
Bons de caisse	3 500 000,00
Compte de régularisation, provisions et divers	6 414 370,35
Créditeurs divers	8 756,39
Comptes d'opérations sur titres	13 090,18
Réserves	2 700 000,00
Capital	50 000 000,00
Report à nouveau	450 380,94
Bénéfices de l'exercice	1 825,38
	<u>352 592 111,68</u>

Hors Bilan

Valeurs données en pension ou vendues ferme	6 050 000,00
Cautions et avals pour le compte de la clientèle	429 000,00
Ouvertures de crédits confirmés	529 000,00
Autres engagements	3 891 000,00

**SOCIETE POUR LE DEVELOPPEMENT
INTERNATIONAL DU COMMERCE
ET DE L'INDUSTRIE - INTERCOMI**

Siège Social: 5 rue Drouot, Paris
Président-Directeur Général: M. L. ASSÉMAT

Bilan au 31 Décembre 1970

Actif	Francs
Caisse et Banques	92 446,67
Créances sur l'étranger	19 833 630,38
Débiteurs divers	197 477,27
Comptes de régularisation	339 400,94
Titres de participation	113 919,12
Immobilisations	48 116,07
	<u>20 624 990,45</u>
Passif	
Banques	98 919,12
Mobilisations de créances	16 564 694,00
Créditeurs divers	1 084 680,14
Provisions pour risques	611 482,20
Comptes de régularisation	82 287,09
Capital	2 000 000,00
Réserves	48 809,74
Résultats	123 312,06
Report à nouveau	10 806,10
	<u>20 624 990,45</u>
Hors Bilan	
Engagements par cautions	(261 428,32

**BANQUE POUR LE COMMERCE
INTERNATIONAL S.A.
B.P.C.I.**

Siège Social: Aeschengraben 25 - Parkweg 8, Bâle
Président: M.G. OTT
Vice-Président: M.H. GILET
Directeur Général: M.G. HAMON

Bilan au 31 Décembre 1970

Actif	Francs suisses
Caisse, Comptes de virements et de Chèques Postaux	14 093 663,55
Coupons	4 541,25
Avoirs en banque à vue	34 578 510,03
Avoirs en banque à terme	113 108 220,35
Effets de change	16 345 883,34
Reports	1 446 414,25
Comptes courants débiteurs en blanc	11 715 640,51
Comptes courants débiteurs gagés	39 788 930,21
Avances et prêts à terme fixe en blanc	9 480 404,84
Avances et prêts à terme fixe gagés	34 366 783,60
Titres et participations permanentes	2 252 807,60
Autres postes de l'actif	3 811 329,16
	<u>280 993 128,69</u>
Passif	
Engagements en banque à vue	22 693 204,79
Engagements en banque à terme	122 376 572,48
Engagements découlants d'opérations de report	1 424 585,30
Comptes de chèques et comptes créanciers à vue	61 308 351,75
Créanciers à terme	35 327 675,16
Autres postes du passif	19 793 620,37
Capital	7 500 000,00
Réserves	8 500 000,00
Résultats	1 797 195,21
Report à nouveau	271 923,63
	<u>280 993 128,69</u>
Hors Bilan	
Engagements par cautions	33 982 642,74
Engagements par accreditifs	113 940 204,59

BRITISH AND FRENCH BANK LTD

Siège Social & Direction Générale: 8/13 King William Street, Londres E.C. 4
Président: Sir Patrick REILLY
Administrateur-Directeur Général: M. G. GEAS

Bilan au 31 Mars 1970

Actif	£	
ACTIF ORDINAIRE		
Caisse et Banques:		
— en Grande-Bretagne	491.805	
— à l'étranger	755.362	1.247.167
Prêts au jour le jour et à court terme		32.839.459
Effets escomptés		256.265
Placements comptabilisés à la valeur la plus faible soit du prix d'achat soit de la valeur boursière:		
— fonds d'Etat britanniques	95.986	
— autres valeurs cotées	1.198	
— valeurs non cotées, au cours d'achat	2.000	99.184
Avances aux clients et autres comptes		47.233.651
ENGAGEMENTS DES CLIENTS ET DES CORRESPONDANTS:		
— acceptations	2.931.180	
— endos, crédits confirmés et autres obligations	13.557.078	16.488.258
PARTICIPATIONS		
IMMOBILISATIONS		988.973
valeur d'achat moins dépréciation à ce jour		57.462
		<u>99.210.419</u>

Passif

	Autorisé	Emis et entièrement versé
CAPITAL		
Actions privilégiées 4 1/2% remboursables et cumulatives, de £ 1 chacune	300.000	300.000
Actions ordinaires de £ 1 chacune	2.700.000	2.700.000
	<u>3.000.000</u>	<u>3.000.000</u>
RÉSERVES		700.000
REPORT A NOUVEAU		50.936
COMPTES COURANTS, DE DÉPOTS ET AUTRES (y compris réserves pour éventualités)		
BANQUE NATIONALE DE PARIS et ses filiales	65.525.438	
Dividendes à payer	13.364.787	
	81.000	78.971.225
ACCEPTATIONS, ENDOS, CRÉDITS CONFIRMÉS ET AUTRES OBLIGATIONS		
pour compte de clients et de correspondants:		
— acceptations	2.931.180	
— endos, crédits confirmés et autres obligations	13.557.078	16.488.258
		<u>99.210.419</u>

UNITED BANK FOR AFRICA LTD U.B.A.

Siège Social: 47 Marina, Lagos
Président: Sir Patrick REILLY
Directeur Général: M. G. SCHNEIDER

Bilan au 31 Mars 1970

Actif	£N	
ACTIF ORDINAIRE		
Caisse et Banques		2.129.709
Prêts au jour le jour et à court terme		530.000
Effets escomptés		31.022.272
Titres:		
— fonds d'Etat nigériens	45.000	
— valeurs non cotées	15.000	60.000
Avances aux clients et autres comptes		15.125.619
ENGAGEMENTS DES CLIENTS ET DES CORRESPONDANTS:		
endos, crédits confirmés et autres obligations		5.233.545
COMPTES D'ORDRE ET DIVERS		
IMMOBILISATIONS		2.146.285
Immeubles, mobilier et installations, etc.:		
valeur d'achat moins dépréciation à ce jour		637.588
		<u>56.885.018</u>

Passif

	Autorisé	Emis et versé
CAPITAL		
Actions ordinaires de £ 1 chacune	3.000.000	2.000.000
RÉSERVES		805.224
REPORT A NOUVEAU		27.173
		<u>2.832.397</u>
COMPTES COURANTS, DE DÉPOTS ET AUTRES (y compris réserves pour éventualités)		
COMPTES D'ORDRE ET DIVERS		46.138.029
ACCEPTATIONS, ENDOS, CRÉDITS CONFIRMÉS ET AUTRES OBLIGATIONS		2.681.047
pour compte de clients et de correspondants		5.233.545
		<u>56.885.018</u>

BANQUE NATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE (AFRIQUE) B.N.C.I. (A)

Siège social: 1 boulevard Haussmann, Paris
Direction Générale: 5 rue Sainte-Cécile, Paris
Président: M. H. GILET
Administrateur-Directeur Général: M. P. LEDOUX
Directeur Général Adjoint: M. R. SURCHAMP

Bilan au 31 Décembre 1970

Actif	Francs
Caisse, Instituts d'émission, Trésor Public, Comptes courants postaux Banques et Entreprises non bancaires admises au marché monétaire :	8 449 104,63
— comptes à vue	87 473 207,29
— comptes et prêts à échéance	256 710 321,53
Bons du Trésor et valeurs reçues en pension ou achetées ferme	14 100 880,25
Crédits à la clientèle - Portefeuille:	
— crédits à court terme	101 289 723,61
— crédits à moyen terme	7 401 745,70
Crédits à la clientèle - Comptes débiteurs	121 643 648,99
Comptes de régularisation et divers	4 542 304,87
Débiteurs divers	1 084 821,66
Débiteurs par acceptations	24 498 897,12
Titres de placement	2 311 404,90
Titres de filiales et participations	13 926 952,70
Immobilisations	1 704 382,18
	645 137 395,43

Passif	Francs
Instituts d'émission, Banques et Entreprises non bancaires admises au marché monétaire :	
— comptes à vue	18 711 987,98
— comptes et emprunts à échéance	35 130 210,15
Comptes d'entreprises et divers:	101 207 034,76
— comptes à vue	5 539 096,38
— comptes à échéance	
Comptes de particuliers:	57 228 108,55
— comptes à vue	34 561 826,02
— comptes à échéance	228 657 937,47
— comptes d'épargne à régime spécial	759 800,00
Bons de caisse	91 408 762,61
Comptes de régularisation, provisions et divers	21 064 113,07
Créditeurs divers	24 498 897,12
Acceptations à payer	68 849,45
Comptes d'opérations sur titres	13 400 000,00
Réserves	10 000 000,00
Capital	972 946,65
Report à nouveau	1 927 825,22
Bénéfice de l'exercice	645 137 395,43

Hors Bilan

Cautions et avals pour le compte de la clientèle	42 312 723,38
Ouvertures de crédits confirmés	60 603 500,75

BANQUE MAROCAINE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE B.M.C.I.

FILIALE DE LA B.N.C.I. (AFRIQUE)
Siège Social: 26 place Mohamed V, Casablanca
Président: M. H. GILET
Administrateur-Délégué: M. R. SURCHAMP
Administrateur-Directeur Général: M. J. GROSJAT
Directeur Général: M. BENKIRANE

Bilan au 31 Décembre 1970

Actif

	Dirhams
Caisse, Trésor Public, Institut d'émission	13 512 968,02
Banques et Correspondants	26 399 080,59
Portefeuille, Bons du Trésor	107 630 000,00
Portefeuille effets	131 269 441,06
Comptes courants	78 310 478,23
Avances garanties	13 596 707,47
Débiteurs divers	5 797 226,88
Titres et coupons	9 561 352,07
Comptes d'ordre et divers	6 191 591,79
Effets et créances en souffrance	7 860 221,55
Immeubles et mobilier	9 183 063,60
	<u>409 312 131,26</u>

Passif

Banques et Correspondants	34 186 758,93
Avances de l'Institut d'émission	8 000 000,00
Etablissements financiers	4 316 760,00
Comptes de chèques	126 220 619,77
Comptes courants	145 872 143,70
Créditeurs divers	10 950 827,76
Comptes exigibles après encaissement	9 737 992,44
Comptes et bons à échéance fixe	39 350 071,96
Comptes d'ordre et divers	5 883 877,39
Provisions	5 007 575,00
Réserves	8 501 000,00
Capital	8 000 000,00
Bénéfices nets de l'exercice	2 844 595,87
Bénéfices reportés	439 908,44
	<u>409 312 131,26</u>

Hors Bilan

Engagements par cautions et avals	87 278 364,32
Ouvertures de crédits confirmés	42 416 270,30
Effets circulant sous notre endos	41 470 820,82

UNION BANCAIRE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE U.B.C.I.

FILIALE DE LA B.N.C.I. (AFRIQUE)
Siège Social: 7/9 rue Gamal Abd El Nasser, Tunis
Président d'Honneur: Docteur Mahmoud EL MATERI
Président-Directeur Général: M. Mohamed BADRA
Directeur Général Adjoint: M. M. WIMART

Bilan au 31 Décembre 1970

Actif

	Dinars tunisiens
Caisse, Chèques Postaux, Institut d'émission	273 701,279
Banques et Correspondants	3 985 260,924
Portefeuille escompte	8 076 448,215
Comptes courants débiteurs	6 422 293,938
Débiteurs divers	370 724,602
Débiteurs par cautions et acceptations	10 973 688,172
Effets Publics et autres Titres	11 014 184,180
Participations	236 594,681
Divers	11 515 386,103
Immobilisations et non valeurs nettes d'amortissements	189 987,700
	<u>53 058 269,794</u>

Passif

Dépôts à vue	22 459 938,929
Bons et comptes à terme	9 976 167,840
Banques et Correspondants	732 893,397
Créditeurs divers	935 962,003
Engagements par cautions et acceptations	10 973 688,172
Divers	3 658 595,941
Provisions	1 004 209,665
Réserves	1 305 717,250
Capital	1 650 000,000
Résultats	361 096,597
	<u>53 058 269,794</u>

BANCO FIDUCIARIO DE PANAMA S.A.
(PANAMA BANK AND TRUST COMPANY INC.)

Siège Social : 200, Via Espana, Panama
 Président: M. J. J. VALLARINO jr
 Vice-Présidents: MM. P. LEDOUX - I. GALINDO
 Administrateur-Directeur Général: M. J. GIRARD

Bilan au 31 Décembre 1970

Actif	US \$
Caisse et Banques	10 460 781,05
Dépôts à court terme	2 816 666,68
Titres	575 372,96
Prêts	44 477 282,94
Portefeuille encaissement.....	15 770 599,72
Débiteurs par ouvertures de crédit et acceptations	10 206 291,81
Documents et marchandises en garantie.....	4 050 566,46
Installations	1 086 078,85
Divers	3 527 162,13
	92 970 802,60
Passif	
Comptes courants.....	13 290 754,45
Dépôts à terme	38 886 308,28
Dépôts en garantie	5 003 719,81
Divers	57 180 782,54
Comptes exigibles après encaissement.....	2 183 402,29
Engagements par ouvertures de crédit et acceptations	15 770 599,72
Documents et marchandises en garantie	10 206 291,81
Intérêts d'escompte précomptés	4 050 566,46
Capital	354 747,18
Réserves	2 000 000,00
	1 224 412,60
	92 970 802,60

**SOCIETE FINANCIERE POUR
 LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE**
S.F.C.I. Ltée

Siège Social: Tour de la Bourse, 800 place Victoria, Montréal 115 QUÉ
 Président: M. R. CHARBONNEAU
 Vice-Présidents: MM. R. L. DUNSMORE, P. LEDOUX
 Directeur Général: M. G. BUBENDORFF

Bilan au 31 Décembre 1970

Actif	Can \$
Caisse et Banques	1 322 602
Prêts sur le marché monétaire	13 676 952
Prêts commerciaux à court terme	26 805 537
Prêts à moyen terme	3 922 963
Débiteurs divers	151 912
Titres	341 758
Débiteurs par garanties	13 544 302
Immobilisations (mobilier et matériel)	64 104
	59 830 130
Passif	
Dépôts à terme	36 267 683
Créditeurs divers.....	561 775
Banques affiliées	5 867 748
Engagements par garanties	13 544 302
Capital	3 000 000
Surplus d'apports	100 000
Bénéfices non répartis	488 622
	59 830 130

BANQUE NATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE (OCEAN INDIEN) B.N.C.I. (O.I.)

Siège Social: 7 Place Vendôme Paris
Direction Générale: 5 Rue Sainte Cécile, Paris
Président: M.H. BIZOT
Vice-Président: M.H. GILET
Administrateur-Directeur Général: M.A. BERONIE

Bilan au 31 Décembre 1970

Actif	Francs
Caisse, Instituts d'émission, Trésor Public, Comptes courants postaux Banques et Entreprises non bancaires admises au marché monétaire:	22 888 053,45
— comptes à vue	58 835 787,83
— comptes et prêts à échéance	99 364 911,33
Bons du Trésor et valeurs reçues en pension ou achetées ferme	61 002 800,01
Crédits à la clientèle - Portefeuille:	
— crédits à court terme	274 966 814,96
— crédits à moyen terme	45 824 202,46
— crédits à long terme	46 500,00
Crédits à la clientèle - Comptes débiteurs	213 243 644,37
Comptes de régularisation et divers	29 888 948,45
Débiteurs divers	12 382 604,86
Débiteurs par acceptations	714 068,50
Titres de placement	4 500 000,00
Titres de filiales et participations	16 350 000,00
Immobilisations	14 000 000,00
	854 008 336,22

Passif	Francs
Instituts d'émission, Banques et Entreprises non bancaires admises au marché monétaire:	
— comptes à vue	99 682 960,84
— comptes et emprunts à échéance	30 763 619,50
Comptes d'entreprises et divers:	228 137 836,39
— comptes à vue	51 895 750,46
— comptes à échéance	
Comptes de particuliers:	137 128 236,91
— comptes à vue	45 978 968,33
— comptes à échéance	13 517 961,27
— comptes d'épargne à régime spécial	91 372 178,75
Bons de caisse	77 315 224,33
Comptes de régularisation, provisions et divers	20 895 547,16
Créditeurs divers	714 068,50
Acceptations à payer	37 140,00
Comptes d'opérations sur titres	23 750 000,00
Réserves	25 000 000,00
Capital	2 381 628,96
Report à nouveau	5 437 214,82
Bénéfice de l'exercice	854 008 336,22

Hors-Bilan

Valeurs données en pension ou vendues ferme	140 635 013,00
Cautions et avals pour le compte de la clientèle	161 696 261,00
Ouvertures de crédits confirmés	24 826 127,00
Autres engagements	7 467 000,00

BANQUE DE LA GUYANE

Siège Social: 2 place Victor-Schoelcher, Cayenne
Président-Directeur Général: M. A. MARTIN
Administrateur-Directeur: M. P. FRICKER

Bilan au 31 Décembre 1970

Actif	Francs
Caisse, Instituts d'émission, Trésor Public, Comptes courants postaux Banques et entreprises non bancaires admises au marché monétaire:	1 416 393,30
— comptes à vue	3 499 569,16
Bons du Trésor et valeurs reçues en pension ou achetées ferme.....	23 649 685,00
Crédits à la clientèle - Portefeuille :	
— crédits à court terme.....	14 609 413,86
— crédits à moyen terme	9 522 477,33
Crédits à la clientèle - Comptes débiteurs	28 804 274,49
Comptes de régularisation et divers	1 375 941,63
Titres de placement	148 900,00
Immobilisations	839 678,78
	83 866 333,55
Passif	
Instituts d'émission, Banques et Entreprises non bancaires admises au marché monétaire :	
— comptes à vue	12 091 224,74
Comptes d'entreprises et divers :	
— comptes à vue.....	35 802 252,64
— comptes à échéance.....	4 684 000,00
Comptes de particuliers :	
— comptes à vue	16 117 580,71
— comptes à échéance.....	1 521 000,00
— comptes d'épargne à régime spécial	2 985 171,87
Comptes de régularisation, provisions et divers	6 100 049,66
Créditeurs divers.....	1 573 493,72
Réserves	477 000,00
Capital	2 000 000,00
Report à nouveau.....	38 431,38
Bénéfice de l'exercice	476 128,83
	83 866 333,55
Hors Bilan	
Cautions et avals pour le compte de la clientèle	18 026 000,00

UNION POUR LE FINANCEMENT A LONG ET MOYEN TERME UFILOM

Siège Social: 65 rue d'Anjou, Paris
Président: M. R. DREUX
Administrateur-Directeur Général: M. J. CAPLAIN

Bilan au 31 Décembre 1970

Actif	Francs
Caisse, Instituts d'émission, Trésor Public, Comptes courants postaux Banques et Entreprises non bancaires admises au marché monétaire :	12 933,94
— comptes à vue	1 201 044,15
Crédits à la clientèle - Portefeuille :	
— crédits à court terme	1 981 250,00
— crédits à moyen terme	17 770 404,22
— crédits à long terme	29 046 702,00
Comptes de régularisation et divers	12 003 654,62
Immobilisations	289 395,49
	62 305 384,42
Passif	
Instituts d'émission, Banques et Entreprises non bancaires admises au marché monétaire :	
— comptes à vue	4 233,11
Bons de caisse	40 000 000,00
Comptes de régularisation, provisions et divers	7 880 599,67
Réserves	2 214 688,74
Capital	10 000 000,00
Report à nouveau	108 253,13
Bénéfice de l'exercice	2 097 609,77
	62 305 384,42
Hors Bilan	
Valeurs données en pension ou vendues ferme	119 677 000,00
Engagements par cautions.....	3 750 000,00
Ouvertures de crédits confirmés	8 613 000,00

SOCIETE FINANCIERE EUROPEENNE S.F.E. PARIS

Siège Social: 20 rue de la Paix, Paris
Président du Conseil de Surveillance: M. H. HAEUSGEN
Président du Directoire: M. G. LLEWELLYN
Directeur Général Adjoint: M. J. PARENT

Bilan au 31 Décembre 1970

Actif	Francs
Caisse, Instituts d'émission, Trésor Public, Comptes courants postaux	26 905,52
Banques et Entreprises non bancaires admises au marché monétaire :	
— comptes à vue	3 883 243,87
— comptes et prêts à échéance	175 741 600,00
Bons du Trésor et valeurs reçues en pension ou achetées fermes.....	2 000 000,00
Crédits à la clientèle - Portefeuille :	
— crédits à moyen terme	641 337 613,24
— crédits à long terme	184 754 448,07
Crédits à la clientèle - Comptes débiteurs	3 999 418,80
Comptes de régularisation et divers	18 452 310,60
Débiteurs divers	70 180,00
Immobilisations	1 657 763,67
	1 031 923 483,77
Passif	
Instituts d'émission, Banques et Entreprises non bancaires admises au marché monétaire :	
— comptes à vue	1 754 974,62
— comptes et emprunts à échéance.....	463 227 941,00
Comptes d'entreprises et divers :	
— comptes à vue	18 347 606,28
— comptes à échéance.....	491 584 996,64
Comptes de régularisation, provisions et divers	10 848 667,86
Créditeurs divers.....	20 820 757,90
Réserves	35 000,00
Capital	24 000 000,00
Report à nouveau.....	651 719,39
Bénéfice de l'exercice	651 820,08
	1 031 923 483,77
Hors Bilan	
Cautions et avals pour le compte de la clientèle	17 722 000,00
Ouvertures de crédits confirmés	334 297 394,38

SOCIETE FINANCIERE EUROPEENNE S.F.E. LUXEMBOURG

Siège Social: 84 Grand'Rue, Luxembourg
Président: M. H. HAEUSGEN
Directeur Général: M. G. LLEWELLYN

Bilan au 31 Décembre 1970

Actif	Francs suisses
Banques et Correspondants	14 417 377,18
Dépôts à moyen terme chez les filiales	386 902 673,05
Autres débiteurs	124 769,88
Portefeuille titres	15 285 972,73
Actionnaires (capital non appelé)	61 620 000,00
Comptes d'ordre et divers	120 938,16
Prime de remboursement des obligations	388 498,50
	478 860 229,50
Passif	
Emprunt obligataire 7% (1969-1974).....	86 333 000,00
Autres emprunts à plus de 2 ans	245 880 530,00
Créditeurs divers.....	947 067,96
Autres exigibilités	12 648 814,21
Provision pour risques	2 000 000,00
Capital	120 000 000,00
Réserve légale	400 338,13
Report à nouveau.....	1 654 870,29
Bénéfice net de l'exercice	8 995 608,91
	478 860 229,50

**UNION POUR LE CREDIT
A L'INDUSTRIE NATIONALE
(U.C.I.N.A.)**

Siège Social: 7 rue de La Baume, Paris
Président: M. M. MANIFACIER

Bilan au 31 Décembre 1970

Actif	Francs
Caisse, Instituts d'émission, Trésor Public, Comptes courants postaux	10 210,83
Crédits à la clientèle - Portefeuille :	
— crédits à moyen terme	15 436 321,17
— crédits à long terme	4 530 337,56
Crédits à la clientèle - Comptes débiteurs	1 386 127,66
Comptes de régularisation et divers	1 626 002,68
Débiteurs divers	17 480,47
Titres de placement	174 256,50
Immobilisations	894 869,00
	24 075 605,87
Passif	
Instituts d'émission, Banques et Entreprises non bancaires admises au marché monétaire	580 392,09
Bons de caisse	5 203 820,00
Comptes de régularisation, provisions et divers	6 236 699,70
Réserves	6 109 789,21
Capital	5 100 000,00
Report à nouveau	189 376,69
Bénéfice de l'exercice	655 528,18
	24 075 605,87
Hors Bilan	
Valeurs données en pension ou vendues ferme	131 169 000
Cautions et avals pour le compte de la clientèle	25 852 000
Ouvertures de crédits confirmés	15 353 000

**SOCIETE FINANCIERE
POUR LES PAYS D'OUTRE MER
S.F.O.M.**

Siège Social: 11 quai des Bergues, Genève
Président du Conseil d'Administration: M. E. G. RENK
Président du Conseil Consultatif: M. P. LEDOUX
Président du Directoire: M. P. HUIZER

Bilan au 31 Décembre 1970

Actif	Francs suisses
Caisse et Banques à vue	1 952 911,70
Portefeuille titres	54 985 692,30
Filiales débitrices	691 069,59
Actifs divers	423 821,91
	58 053 495,50
Passif	
Dépôts de tiers	10 492 527,20
Passifs divers	3 024 816,54
Capital	40 000 000,00
Réserve légale	505 000,00
Réserve générale	2 250 000,00
Report à nouveau	139 418,39
Bénéfice de l'exercice	1 641 733,37
	58 053 495,50
Hors Bilan	
Engagements par cautions	13 676 480,00

BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE DU CAMEROUN

Siège Social: Avenue du 27-Août 1940, Yaoundé
 Direction Générale: Rue Kitchener, Douala
 Président: M. T.A.H. BOUKAR
 Administrateur-Délégué: M. E. MOUTERDE
 Directeur Général: M. R. JOURDAN

Bilan au 30 Juin 1970

Actif	FCFA
Caisse, Trésor Public, Banques d'émission	252 522 423
Banques et Correspondants	1 136 254 385
Portefeuille effets	3 494 256 289
Comptes courants	4 459 152 852
Avances garanties	837 365 899
Avances et débiteurs divers	29 150 694
Débiteurs par acceptations	265 135 371
Titres	15 750 000
Comptes d'ordre et divers	63 833 584
Immeubles et mobilier	258 256 876
	<u>10 811 678 373</u>

Passif

Comptes de chèques	3 362 666 327
Comptes courants	3 036 097 245
Banques et Correspondants	1 309 492 077
Comptes exigibles après encaissement	187 120 518
Créditeurs divers	506 021 923
Acceptations à payer	265 135 371
Bons et comptes à échéance fixe	669 626 467
Comptes d'ordre et divers	748 627 976
Réserves	102 800 000
Capital	500 000 000
Report à nouveau	5 995 264
Résultats de l'exercice	118 095 205
	<u>10 811 678 373</u>

Hors Bilan

Engagements par cautions et avals	3 966 426 190
Effets escomptés circulant sous notre endos	1 506 626 694

BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE DU CONGO

Siège Social: Avenue du 28-Août 1940, Brazzaville
 Président-Directeur Général: M.E. MOUTERDE
 Vice-Président: M.J. MALONGA
 Directeur: M.G. BEROT

Bilan au 31 Décembre 1970

Actif	FCFA
Caisse, Trésor Public, Banque d'émission	69 347 819
Banques et Correspondants	326 020 416
Portefeuille effets	1 380 817 826
Comptes courants	462 699 791
Avances garanties	53 957 610
Avances et débiteurs divers	13 511 288
Débiteurs par acceptations	62 578 179
Portefeuille titres	1 300 000
Comptes d'ordre et divers	39 350 305
Immeubles et mobilier	65 969 175
	<u>2 475 552 409</u>

Passif

Comptes de chèques	592 983 888
Comptes courants	1 016 433 132
Banques et Correspondants	304 598 834
Comptes exigibles après encaissement	78 128 963
Créditeurs divers	188 443 938
Acceptations à payer	62 578 179
Bons et comptes à échéance fixe	24 233 736
Comptes d'ordre et divers	35 633 605
Réserves	18 900 000
Capital	150 000 000
Report à nouveau	2 222 267
Bénéfices de l'exercice	1 395 867
	<u>2 475 552 409</u>

Hors Bilan

Engagements par cautions et avals	866 403 034
Effets escomptés circulant sous notre endos	731 488 453

BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE DE LA CÔTE-D'IVOIRE

Siège Social: 16 avenue Louis-Barthe, Abidjan
Président: M. L. KONAN
Administrateur-Délégué: M. E. MOUTERDE
Directeur Général: M. J. VITTORI

Bilan au 30 Septembre 1970

Actif	FCFA
Caisse, Postes, Trésors Publics, Banque Centrale	264 916 543
Banques et Correspondants	112 673 037
Portefeuille effets	5 176 554 426
Crédits à court terme	6 709 744 721
Crédits à moyen terme	288 055 369
Débiteurs divers	113 105 554
Débiteurs par acceptation	79 159 654
Titres et participations	83 514 892
Comptes d'ordre et divers	81 797 122
Immeubles et mobilier	259 253 649
	13 168 774 967
Passif	
Postes, Trésors Publics	90 017 804
Comptes de chèques	2 925 071 427
Comptes courants	4 742 285 030
Banques et Correspondants	381 320 280
Comptes exigibles après encaissement	1 635 880 525
Créditeurs divers	1 116 017 428
Acceptations à payer	79 159 654
Bons et comptes à échéance fixe	1 188 931 420
Comptes d'ordre et divers	150 565 143
Réserves	266 350 411
Capital	500 000 000
Bénéfices de l'exercice	90 048 425
Bénéfices reportés	3 127 420
	13 168 774 967
Hors Bilan	
Engagements par cautions et avals	2 243 336 464
Effets escomptés circulant sous notre endos ou pensionnés	1 228 703 168
Ouverture de crédits confirmés	1 199 877 332

BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE DU SENEGAL

Siège Social: 2 avenue Roume, Dakar
Président: M. D. G. N'DIAYE
Administrateur Délégué: M. E. MOUTERDE
Directeur Général: M. H. DUBOIS

Bilan au 30 Septembre 1970

Actif	FCFA
Caisse, Postes, Trésors Publics, Banque Centrale	233 850 551
Banques et Correspondants	419 074 091
Portefeuille effets	3 651 524 376
Crédits à court terme	3 359 350 215
Crédits à moyen terme	39 000 000
Débiteurs divers	238 626 596
Titres et participations	37 355 000
Comptes d'ordre et divers	46 589 438
Immeubles et mobilier	213 027 456
	8 238 397 723
Passif	
Postes, Trésors Publics	269 000 466
Comptes de chèques	2 177 835 814
Comptes courants	2 898 696 016
Banques et Correspondants	113 896 398
Comptes exigibles après encaissement	1 230 293 602
Créditeurs divers	450 927 978
Bons et comptes à échéance fixe	248 650 696
Comptes d'ordre et divers	212 274 830
Réserves	62 900 000
Capital	500 000 000
Bénéfices de l'exercice	67 337 607
Bénéfices reportés	6 584 316
	8 238 397 723
Hors Bilan	
Engagements par cautions et avals	1 601 942 497
Effets escomptés circulant sous notre endos ou pensionnés	821 340 383
Ouverture de crédits confirmés	93 377 178

BANQUE ETEBARATE IRAN

Siège Social: Avenue Sevom Esfand, Téhéran
Président-Directeur Général: M. A. CHAFIK

Bilan au 20 Mars 1970

Actif	Rials
Caisse et Banques	732 495 792
Correspondants étrangers	167 927 555
Bons du Trésor et titres d'emprunts	252 150 000
Effets escomptés	800 407 449
Avances et autres créances	2 802 351 701
Autres avoirs	7 136 744
Participations	11 250 000
Immeubles et mobilier	82 021 823
	<hr/>
	4 855 741 064

Passif

Comptes courants et autres dépôts à vue	1 040 254 557
Comptes des Banques	106 558 260
Comptes d'épargne	365 568 393
Dépôts à terme	2 933 994 249
Autres comptes créditeurs	116 129 081
Comptes d'ordre et divers	3 174 340
Capital	200 000 000
Réserves	90 000 000
Report à nouveau	62 184
	<hr/>
	4 855 741 064

Hors Bilan

Engagements par acceptations et divers	5 346 146 428
--	---------------

FRENCH AMERICAN BANKING CORPORATION

Siège Social: 120 Broadway, New York
Président: M. Y. P. TRUFFERT
Directeur Général: M. F. de LAJUGIE

Bilan au 31 Décembre 1970

Actif	US \$
Caisse et Banques	54 863 952,59
Prêts à vue et acceptations de Banques	25 556 448,63
Obligations du Gouvernement Américain	9 879 401,25
Valeurs d'Etat et autres valeurs	40 793 283,88
Prêts et escompte	140 955 904,38
Débiteurs par acceptations	28 700 866,41
Divers	3 293 017,79
	<hr/>
	304 042 874,93

Passif

Comptes à vue et à terme	243 149 516,32
Acceptations à payer	29 092 768,14
Créditeurs divers	5 126 080,61
Capital	3 000 000,00
Réserves	18 000 000,00
Report à nouveau	5 674 509,86
	<hr/>
	304 042 874,93

BANCO DEL ATLANTICO S.A.

Siège Social: Venustiano Carranza n° 48, Mexico
 Président: Lic. Carlos ABEDROP DAVILA
 Vice-Présidents: MM. Lic. F. A. CASASUS, E. COURTIAL
 Directeur Général: M. J. de MARCÉ

Bilan au 31 Décembre 1970

Actif	Pesos mexicains	
Caisse et Banques	220 397 794,82	
Correspondants	35 464 195,11	
Autres disponibilités	<u>62 791 680,53</u>	318 653 670,46
Titres		276 906 706,20
Effets escomptés		119 750 097,27
Prêts et avances		372 650 363,40
Débiteurs divers		42 028 665,67
Immeubles et mobilier		27 240 060,66
Comptes d'ordre et divers		<u>10 879 876,98</u>
		1 168 109 440,64
Passif		
Dépôts à vue	813 555 265,18	
Dépôts d'épargne	49 387 819,59	
Banques et Correspondants à vue	65 377 871,22	
Autres obligations à vue	<u>8 915 551,80</u>	937 236 507,79
Dépôts à terme	4 621 867,56	
Banques à terme	98 749 671,26	
Autres obligations à terme	<u>806 285,14</u>	104 177 823,96
Comptes d'ordre et divers		27 841 484,60
Capital		80 000 000,00
Réserves		13 791 590,25
Résultats		<u>5 062 034,04</u>
		1 168 109 440,64
Hors Bilan		
Effets réescomptés	167 427 411,16	
Engagements par avals	54 362 032,18	
Ouvertures de crédits irrévocables	<u>41 976 234,85</u>	263 765 678,19
Valeurs et avoirs en dépôt ou en fidéi-commis		2 925 832 692,65
Engagements par signature		117 204 372,44

FINANCIERA DEL ATLANTICO S.A.

Siège Social: Venustiano Carranza n° 48, Mexico
 Président honoraire: M. Roberto LOPEZ
 Président: Lic. Carlos ABEDROP DAVILA
 Vice-Président: J. ORVANANOS ZUNIGA
 Directeur Général: J.L. PASTRANA

Bilan au 31 Décembre 1970

Actif	Pesos mexicains	
Caisse et Banques	52 840 814,38	
Correspondants	<u>60 359 785,79</u>	
		113 200 600,17
Titres		1 329 819 794,36
Effets escomptés		255 912 137,09
Prêts et avances		833 179 077,80
Débiteurs divers		10 448 020,20
Immeubles et mobilier		3 750 770,99
Comptes d'ordre et divers		<u>14 719 365,67</u>
		2 561 029 766,28
Passif		
Dépôts à vue		20 444 404,93
Banques et Correspondants à vue	841 158 782,00	
Bons et certificats financiers	853 485 000,00	
Autres disponibilités	<u>675 707 912,22</u>	2 370 351 694,22
Comptes d'ordre et divers		76 299 711,00
Capital		66 000 000,00
Réserves		16 830 879,61
Résultats		<u>11 103 076,52</u>
		2 561 029 766,28
Hors Bilan		
Effets réescomptés	62 696 197,00	
Engagements par avals	<u>19 252 034,99</u>	81 948 231,99
Valeurs et avoirs en dépôt ou en fidéi-commis		1 270 151 185,99
Engagements par signatures		593 861 694,11

BANQUE MALGACHE D'ESCOMPTE ET DE CREDIT BAMES

Siège Social: Place de l'Indépendance, Tananarive
Président: M. D. RAKOTOPARE
Directeur Général: M. J. M. SEGUR

Bilan au 31 Décembre 1970

Actif	Francs malg.
Caisse, Trésor public, Banque d'émission	181 018 750
Banques et Correspondants	1 353 711 733
Portefeuille effets	2 723 757 480
Comptes courants	2 918 831 857
Avances garanties	3 080 365 671
Avances et débiteurs divers	170 262 249
Comptes d'ordre et divers	296 144 026
Immeubles et mobilier	416 991 873
	11 141 083 639

Passif

Comptes de chèques	2 086 420 120
Comptes courants	3 259 431 352
Banques et Correspondants	834 456 786
Comptes exigibles après encaissement	388 180 327
Créditeurs divers	842 017 390
Bons et comptes à échéance fixe	2 332 025 526
Comptes d'ordre et divers	298 085 642
Réserve légale	15 600 000
Réserves spéciales	197 000 000
Capital	750 000 000
Bénéfice de l'exercice	137 170 387
Report à nouveau	696 109
	11 141 083 639

Hors Bilan

Engagements par cautions et avals	2 363 071 863
Effets escomptés circulant sous notre endos	2 893 207 672
Ouvertures de crédits confirmés	487 182 953

BANQUE NATIONALE POUR L'EXPANSION DU CREDIT BAIL NATIOBAIL

Président : M. J. DROMER
Administrateur Directeur Général : M. J. CAPLAIN

Bilan au 31 Décembre 1970

Actif	Francs
Caisse, Instituts d'émission, Trésor Public, Comptes courants postaux Banques et Entreprises non bancaires admises au marché monétaire :	11 738,00
— comptes à vue	1 921 410,02
Comptes de régularisation et divers	6 208 876,30
Immobilisations	42 975 229,19
	51 117 253,51

Passif

Instituts d'émission, Banques et Entreprises non bancaires admises au marché monétaire :	
— comptes et emprunts à échéance	30 000 000,00
Comptes de particuliers :	
— comptes à échéance	10 000 000,00
Comptes de régularisations, provisions et divers	205 021,57
Capital	10 000 000,00
Bénéfice de l'exercice	912 231,94
	51 117 253,51

